

# ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

garmendia, otaegui

**NON  
A LA BARBARIE  
FRANQUISTE**



**MOBILISATION**

# SOMMAIRE

## ESPAGNE

Il faut sauver Garmendia et Otaegui — p 3  
La grève générale au Pays basque — p 10-11

## PORTUGAL

La seule issue — p 15  
Résolution du CC de la LCR — p 12-13  
Communiqué PSU-LCR — p 14  
Tout pour soutenir la révolution portugaise — p 14  
Le PCF et le Portugal — p 16

## MOYEN ORIENT

Les Etats-Unis, maîtres du jeu — p 17

## ANTILLES

Stop à la répression en Dominique — p 9

## NOTES INTERNATIONALES

Chili: meeting de solidarité — p 18  
Afrique: Giscard trafiquant d'armes  
Zaire: l'impérialisme français se place — p 18

## POLITIQUE

La question nationale et la Corse — p 4  
Isola morte — p 5  
Le méfait du Prince Ponia — p 6

## LUTTES OUVRIERES

Idéal-Standard, Bretoncelles, Sécurité sociale  
La lutte pour l'emploi.  
Mammouth: licenciez la direction ! — p 8  
Relance: les licenciements — p 7

## CINEMA-LIVRES

Festival et Festival — p 22  
Films, bouquins — p 23

« Rouge » - 10, Impasse Guéméné - Paris 75004  
Téléphone: 272.88.96 et 272.68.82

Directeur de publication: H. Weber  
Imprimerie N.P.P.

Vendredi 5 septembre 1975 n° 312

# COMMUNIQUE pour sauver GARMENDIA ET Otaegui DE PRESSE

Après deux premières manifestations, le « Collectif Eva Forest, et de défense des prisonniers politiques en Espagne », soutenu par la LCR, le PSU, Révolution, Bandera Roja, LCR-ETA VI, ETA (comunista), MCE, ORT appelle les antifascistes à la vigilance.

A tout moment, Franco peut assassiner les deux militants basques: Garmendia et Otaegui déjà condamnés à mort.

Dans ce sens il faut dénoncer

la complicité ouverte du régime Giscard-Ponia avec la dictature franquiste. En effet le gouvernement français, champion de la démagogie libérale avancée est aujourd'hui un des seuls gouvernements d'Europe capitaliste à n'avoir pris aucune position pour sauver les deux militants basques et à tolérer le libre agissement des assassins fascistes espagnols sur le territoire français.

C'est pourquoi les organisations sous-signées appellent à

une manifestation de masse le **mardi 9 à 18 heures 30, Rond Point des Champs Elysées**. Elles appellent d'autre part tous les jeunes, les travailleurs à se tenir prêts dès que la sentence devient exécutoire à manifester leur colère et leur indignation à l'ambassade d'Espagne le soir même.

Il n'y a plus un seul moment à perdre. L'unité de toutes les organisations ouvrières et démocratiques doit se réaliser pour sauver Garmendia et Otaegui.

## POUR PREPARER LA RENTREE

Le Comité central de la LCR s'est réuni durant quatre jours afin de discuter des nombreux problèmes soulevés par l'actualité française et internationale.

Parmi les thèmes abordés, le Portugal devait donner la matière d'une longue et riche discussion sur l'analyse de la situation pré-révolutionnaire dans ce pays, sur les mots d'ordre qui en découlent et sur les tâches de solidarité en France à l'égard de la lutte des travailleurs, soldats et paysans portugais. Sur ces deux points, nos lecteurs trouveront des extraits des résolutions adoptées par le Comité central dans les pages consacrées au Portugal.

Autre débat: la rentrée scolaire approche et le moment était opportun pour faire un examen critique des luttes de la jeunesse scolarisée depuis Mai 68 et envisager les formes des prochaines mobilisations contre l'école de classe (la réforme Haby). Là encore une résolution était adoptée sous forme de thèses: « il n'y a pas d'« intérêts » lycéens ou étudiants à défendre, mais les intérêts de la classe ouvrière dans sa lutte contre l'école de classe... »

d'où l'importance pour les luttes de la jeunesse scolarisée d'une liaison avec le mouvement ouvrier.

En ce qui concerne la lutte des soldats, un rapport a été présenté qui permet d'enregistrer une forte progression des comités de soldats d'abord d'un point de vue numérique; mais d'un point de vue politique aussi puisqu'aujourd'hui se multiplient les relations entre les comités de soldats et les structures syndicales du mouvement ouvrier. La dynamique de ce phénomène est de rendre tangible la constitution à plus ou moins longue échéance d'un syndicat de soldats (voir aussi p. 19 notre rubrique « armée »).

Enfin, le futur quotidien a fait l'objet d'un rapport et de mesures concrètes adoptées par le Comité central. Dès maintenant des embauches sont décidées et les échéances concernant l'achat du matériel sont fixées. Nous devons, compte tenu des délais de livraison et de mise au point passer commande de la roto pour fin septembre. Ceci signifie que nous aurons acquis les locaux à la même époque.

# ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge », 10, Impasse Guéméné, Paris 4ème. Par avion: écrire à « Rouge ». Seules les demandes accompagnées du règlement sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour un changement d'adresse.

## ● COURRIER

### REACTUALISEZ LE TROTSKYSME

Concernant la nouvelle formule de l'hebdomadaire, elle nous semble plus digeste. Les analyses sont plus claires et plus vivantes.

Cependant, ce journal n'est pas encore un journal d'agitation. Il est nécessaire de faire des articles visant à augmenter la politisation des lecteurs... Il faut réactualiser le trotskysme... Des exposés théoriques relatifs au trotskysme (révolution permanente, etc.) pourraient prendre place dans le journal, complétés par des indications bibliographiques...

ROUEN Sympathisants

Nos lecteurs, qui envoient avec leur lettre 300 F et en promettent encore 500, font une suggestion intéressante. Des articles sur l'histoire de la Révolution russe, sur les relations entre Lénine, Trotsky, sur la montée du stalinisme sont sans aucun doute du plus haut intérêt. Mais l'actualité nous sollicite de toute part, que ce soit en France, au Portugal, en Espagne ou en Indochine; et nous sommes dans l'obligation de faire des choix souvent difficiles. Les dossiers réclamés par nos lecteurs sont forcément espacés, faute d'avoir les moyens et donc le nombre de pages suffisant. Toutefois d'autres publications pourraient compléter utilement la lecture de Rouge: notamment Inprecor, Marx ou crève, Critiques de l'économie politique.

### POURQUOI PAS UNE BROCHURE ?

Juste une petite idée à vous soumettre: pourquoi n'envisageriez-vous



pas d'éditer une petite brochure sur « Des groupes Taupe rouge — pourquoi ? » expliquant

concrètement ce que sont les GTR, leur nombre, leur implantation, leur composition, leur rôle par rapport aux syndicats, par rapport à la LCR, leurs efforts pour se coordonner au niveau d'un trust, d'une branche ou d'une région... A partir de luttes précises où les GTR ont pu jouer un rôle non négligeable, expliquer sous forme d'interviews et de discussions la pratique quotidienne des GTR, leur influence sur le cours des luttes... sans oublier les problèmes de temps, de vie de famille que pose une intervention politique pour un travailleur, et comment les GTR essaient de les résoudre...

Cette proposition est évidemment transmise à la commission qui suit les activités dans les entreprises et travaille en rapport avec les responsables des GTR.

## ROUGE SPECIAL RENTREE SCOLAIRE

« Rouge » N°313, paraissant le 12 septembre, contiendra un dossier de 4 pages sur la rentrée scolaire:

- la loi Haby a été votée, comment s'y opposer ?
- dans les lycées, pour nos luttes, quels comités ?
- contre la participation, pour des délégués de lutte ! etc.

Des exemplaires de ce dossier seront tirés à part, vendus au prix de 50 centimes.

Passez vos commandes. Comptez 10 % pour frais d'envoi — chèques à l'ordre de « Rouge »

je désire m'abonner à  
**ROUGE**

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....

comme en 1970...

# il faut les sauver !

Ils ont osé. Six ans après avoir condamné à mort Izko et ses camarades, le tribunal militaire de Burgos vient de condamner à mort Garmendia et Otaegui. Ce verdict dépasse en cruauté, en horreur et en ignominie les crimes dont la dictature franquiste s'est rendue coutumière. Blessé à la tête, Garmendia a été ramené, selon les médecins, à un âge mental de six ans ; c'est un homme diminué qu'ils veulent attacher au garrot, en opposition avec toutes les garanties juridiques des bourgeois eux-mêmes. Quant à Otaegui, il est condamné à la peine capitale pour le seul motif d'avoir hébergé son camarade. Plus que jamais un tel scandale appelle à l'indignation et à la

vigoureuse. Au pays basque, l'appel à la grève générale a été largement suivie ; pour la seule province du Guipuzcoa, on évalue à 80.000 le nombre des grévistes le 28 août, soit la quasi-totalité des travailleurs dont les congés étaient terminés. En France manifestations et initiatives se sont multipliées ces derniers jours.

Fidèle à sa tradition de collaboration avec la police et l'armée franquistes, le gouvernement français n'a pas levé le petit doigt, pas élevé la moindre protestation, alors que le très bourgeois et modéré gouvernement italien l'a fait.

A nous de redoubler d'efforts.

Le collectif Eva Forest convoque une nouvelle manifestation centrale à Paris, au Rond-Point des Champs-Élysées, le mardi 9. L'échéance est lointaine, mais c'est un délai nécessaire si nous voulons avoir le temps d'élargir la base de la mobilisation par un travail d'information et de sensibilisation en profondeur, dans les quartiers et les entreprises. D'autant que jusqu'à ce jour, les organisations réformistes ont surtout montré leur volonté de s'en tenir aux protestations symboliques, sans mobilisation de masse. La prochaine étape de la mobilisation devrait consister en une mobilisation de masse et unitaire du mouvement ouvrier. Mais cette mobilisation, il ne faut pas se contenter de la réclamer, il faut l'exiger et l'imposer. Les initiatives propres du collectif Eva Forest, l'intervention des antifranquistes résolus dans leurs sections syndicales peuvent y contribuer (il est d'ailleurs frappant que ni la CFDT, ni la CGT, ni la FEN n'aient appelé en tant que telles à ce jour à la moindre action). De la même façon que les mobilisations répétées du Secours Rouge en 1970 avaient fini par imposer les grandes manifestations unitaires contre les verdicts de Burgos.

Dans l'immédiat, une initiative unitaire des organisations contre la répression en Espagne (CISE, Comité Espagne-Libre, Collectif Eva-Forest) placerait toutes les organisations du mouvement ouvrier français devant leurs responsabilités. Nous en faisons la proposition.

Mais sans attendre le bon vouloir des uns et des autres, nous appelons tous les militants anti-franquistes à préparer activement la journée du 9 septembre. Et à se tenir prêts si la confirmation du verdict survenait entre-temps, à descendre dans la rue du jour au lendemain pour une riposte immédiate.



Sipa-press

le 1<sup>er</sup> septembre  
à Paris

révolte. Il est clair désormais que dans la dictature à l'agonie, les ultras, les anciens combattants phalangistes du type Giron donnent le ton. En exécutant Garmendia et Otaegui, ils veulent inaugurer une série d'assassinats exemplaires contre les militants du FRAP, contre « Wilson » Behotegui, en escomptant un effet dissuasif sur les mobilisations ouvrières prévisibles pour l'automne.

La confirmation de la sentence par le capitaine général de Burgos et par le gouvernement peut désormais survenir à tout instant. Garmendia et Otaegui peuvent donc être exécutés d'un jour à l'autre.

Malgré la date du procès, aux derniers jours d'août, la riposte a déjà été rapide et

## la trajectoire historique de la question corse

L'irruption brutale de la question corse exprime une vérité profonde, interdite dans les manuels de l'Histoire de France officielle des lycées et collèges. Aucune ignorance n'autorise à croire que tout est apparu en une seule fois, si massivement et si violemment. Rien n'est secret, caché ou dissimulé en Corse, parmi les Corses. Mais tout est tenu secret d'Etat, caché ou dissimulé par les responsables de la situation présente, les héritiers de Louis XV d'abord, de la colonisation bourgeoise ensuite. Ils ont à leur tour créé les conditions d'une nouvelle explosion corse. Il n'y a pas eu de complot ou de conspiration, il y a eu révolte de masse.

Il existe un tissu national corse dont les mailles sont en train de se resserrer vivement. Sa matière est ancienne.

La République corse de Paoli ne vécut que quatorze années (1755-1769) avant d'être écrasée. Un quart de siècle avant la Révolution, elle réalisa des tâches révolutionnaires : les Corses libres et égaux en droit, le service militaire, le suffrage universel et droit de vote des femmes, scolarisation de la population dans la langue corse. L'affirmation de ces conquêtes se fit par les armes. Les Génois possesseurs de l'île durent battre en retraite devant les milices paysannes et bourgeoises de Paoli. Ils vendirent les Corses et leurs terres à la monarchie absolutiste de Versailles en 1767. Débarquées dans l'île, les armées mercenaires de la royauté se livrèrent à la conquête. Mal équipées, les troupes de Paoli cédèrent le terrain et furent battues à Ponte Novu le 8 mai 1769. Vingt années de répression sauvage pour la soumission à la France ravagèrent l'île sous Louis XV et Louis XVI. La Révolution y mit un terme en 89. La renaissance de la République corse ne se produisit pas. La population meurtrie et son avant-garde décimée fut une nouvelle fois victime. Mais cette fois de Napoléon, empereur des Français, escroc des Corses. Il aida le démarrage de la colonisation de l'île.

La Restauration puis les régimes successifs organisèrent la colonisation. L'administration fut composée d'éléments imposés de France afin de garantir l'interdiction de résurgences autonomistes. La lutte opiniâtre pour imposer le français fut une des tâches centrales, condition de l'intégration économique dans le marché national. Bien vite, au XIX<sup>e</sup> Siècle, un début d'industrialisation et d'extraction minière dut capituler devant le nouvel ordre impérialiste. Des rapports économiques de nature coloniale classique sont introduits. Le sous-emploi dans l'île pousse à l'exode les forces vives qui ne disposent d'aucune aide, pas de capitaux pour sortir d'une économie de subsistance. Des tarifs douaniers sont imposés pour les marchandises agricoles sortant de l'île et les quelques biens d'équipement importés du continent.

Sur une population de 250.000 personnes en 1914, 35.000 furent tués au cours de la guerre, une proportion double de celle du continent. Entité nationale meurtrie, la Corse est alors cassée socialement et économiquement.

Il s'ensuivra la poursuite de l'œuvre coloniale plus insidieusement. Pénétrer les consciences, organiser l'oubli, provoquer l'auto-censure : traits typiques de toute entreprise totalitaire, conquérante. On les retrouve exactement au Pays Basque, en Irlande. Ainsi l'effort systématique de perversion de l'identité nationale corse permet de forger l'image moderne d'une Corse méprisable et colorée : le folklore sous toutes ses formes, la vendetta, les hommes du milieu, les flics, les mercenaires des conquêtes coloniales, les colons. Subtilement et avec le sourire, un racisme s'est glissé dans le sommeil de l'ignorance.

### LA RESURGENCE ACTUELLE DE LA QUESTION CORSE

La fusillade d'Aleria et celle de Bastia ont montré le travail en profondeur qui s'était opéré dans le calme apparent des décennies sées. Le renouvellement des formes d'appropriation économique de l'île a rallumé les feux de la révolte. L'éviction de la population corse de toute entreprise de développement économique du pays est la cause centrale des affrontements des jours passés.

C'est l'Etat gaulliste qui a créé les nouvelles conditions pour la réaffirmation de la cause nationale. Plusieurs causes interfèrent :

— la mise en place de l'Etat fort par De Gaulle produit une centralisation encore plus accentuée de l'administration ;

— la réorganisation de l'appareil industriel, modernisé, concentré, creuse encore plus les déséquilibres économiques entre les régions, provoquant des exodes de jeunes ;

— la concentration des capitaux dans les secteurs les plus rentables brise jusqu'aux possibilités limitées d'investissements ;

— une dévalorisation du pays s'ensuit et notamment de la terre ;

— l'Etat français offre aux Pieds-Noirs d'Afrique du Nord de s'installer en Corse et leur fournit crédits et toute autre forme d'assistance, ce qui est refusé à la masse des agriculteurs corses ;

— Nantis de ces moyens, les Pieds-Noirs achètent la terre à bas prix, importent la main d'œuvre d'Afrique du Nord et provoquent au sein du pays un déséquilibre économique frauduleux. Ils en viennent à contrôler le marché intérieur, les circuits d'échanges avec le continent, à imposer leurs prix aux paysans locaux qu'ils appauvrissent. La recherche de profits intensifs pousse à la fraude sur les marchandises. Agents venus de l'extérieur, soutenus par l'administration étatique centrale, les Pieds-Noirs exploitent le pays comme ils savaient le faire en Algérie. Alliés aux caciques locaux, il profitent de la perversion grossière de la vie politique dans l'île.

L'introduction de l'industrie touristique est le fruit de capitaux extérieurs dont les profits sont réexportés. En Corse, l'aigreur devient mécontentement, et bientôt le mécontentement devient révolte. La fusion du sentiment d'appartenance à une réalité nationale spécifique avec le mécontentement socio-économique se manifeste par l'apparition des organisations régionalistes d'abord, autonomistes ensuite.

### LA RADICALISATION EN COURS

La grève générale du 1<sup>er</sup> septembre a été totale. La solidarité de la population avec les victimes de la répression est profonde, la complicité est criante. Dans les dernières années, tour à tour les cheminots, les ouvriers du bâtiment, les lycéens, les commerçants, les villageois sont entrés dans la

lutte. Il y eut la grève générale de février 70. Dans ces confrontations répétées, la conscience d'une nationalité corse s'est trempée. Les derniers événements ont accéléré le développement de la conscience politique et traduisent la réalisation positive d'organisations autonomistes exprimant la volonté d'émancipation sociale des paysans en même temps que la reconquête de l'identité culturelle chez les masses intellectuelles jeunes. Le réformisme de l'apolitisme est mise en défaut. Le dernier Congrès de l'Association pour la Renaissance de la Corse (ARC) l'a prouvé. Il y a été question de décolonisation, d'autogestion des terres, de lutte pour le socialisme, de liquidation du système clanique qui mine le pays. Le centre de gravité du mouvement se trouve dans les classes exploitées, et la référence au socialisme, pour confuse qu'elle soit chez beaucoup, traduit une identification aux luttes anticapitalistes qui se développent partout dans le monde. On ne peut lutter contre les exactions du pouvoir d'Etat et de sa classe sans mettre en cause le système économique capitaliste qu'il organise. La conclusion autonomiste s'impose d'elle-même.

L'autonomie exige la rupture des liens de nature coloniale. La lutte pour l'autonomie est dirigée contre l'ordre bourgeois. Ses implications culturelles sont immédiates : enseignement dans la langue corse ; institutionnalisation de l'Université de Corte ; égalité en droit du français et du corse dans l'administration.

L'Etat est l'instrument de domination bourgeois et la langue officielle celui de sa domination idéologique. Lutter pour la langue est lutter contre l'Etat. Sur le plan économique, l'autonomie ne peut se situer à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme. La lutte pour la rupture des liens coloniaux ne peut se réduire à la définition de solutions constructives adressées à l'Etat français. Un marché national capitaliste corse n'est pas concevable. Or, deux choses sont nécessaires au développement de la Corse : la réforme agraire et l'industrialisation. Les possédants locaux bloquent la première et l'Etat français refuse la seconde. La lutte pour l'autonomie est la lutte pour le développement du pays. Les forces sociales qui sont pour l'autonomie sont celles qui s'opposent au système capitaliste. Elles seules peuvent prendre en charge le développement économique du pays : la lutte pour le socialisme est à l'ordre du jour. C'est à cette conclusion que les organisations autonomistes sont parvenues. Les masses corses ne se mobiliseront pas sérieusement sur des thèmes nationalistes abstraits mais sur des mots d'ordre concrets : la terre à ceux qui la travaillent, la nationalisation des grandes entreprises agricoles industrialisées. Ceci veut dire la mobilisation des masses et leur organisation ; sinon la lutte pour l'autonomie est une illusion. Cette lutte doit commencer quand bien même elle requiert celles des travailleurs du continent pour asseoir sa victoire. Il n'y a pas de socialisme corse possible à lui seul. La lutte pour la réalisation de l'autonomie est l'ouverture de la lutte pour le socialisme.

# isula morta



■ 95% de grévistes, tous les magasins fermés, les bateaux bloqués : voilà le bilan de l'opération « Ile morte » lancée lundi premier septembre par le Comité Anti-répression, à laquelle participent les syndicats agricoles, la CFDT, le PSU, la LCR, et tout récemment le PS. Evénement sans précédent en Corse, puisque même la grève qui éclata lors des « boues rouges » n'avait pas connu une telle unanimité.

## CONTRE LA REPRESSION

Le Comité Anti-Répression s'est constitué sitôt les événements de Bastia. La politique policière du pouvoir a beaucoup joué dans la prise de conscience de nombreux Corses. En effet Bastia, durant 24 heures vécut une journée « d'exception ». Les flics opérèrent des perquisitions sauvages; des mitrailleuses furent placées sur les trottoirs, tandis que CRS et gendarmes paraient autour des blindés légers.

Il ne fait nul doute qu'au cours de la nuit d'émeute, la direction de l'ARC fut débordée, notamment par une partie de sa base; le mouvement qui, jusqu'à son interdiction, s'était réclamé de la légalité, s'est retrouvé d'un jour à l'autre dans la clandestinité, sans pouvoir offrir à ses militants une politique de rechange face à la répression.

Déjà, lors de son congrès au mois d'août dernier, une minorité s'était dégagée prônant des actions plus dures. Les mesures de Poniatowski

ont aggravé les contradictions qui règnent au sein de l'ARC, dont le prestige dans l'île est aujourd'hui immense. Les Corses y voient surtout un révélateur de l'attitude gouvernementale à leur égard. Inutile de préciser que l'« affection » de Giscard est en passe de devenir un des succès comiques de l'année.

C'est dans ce contexte que le comité anti-répression a été formé. Dans les premiers temps, à côté des organisations syndicales agricoles et de la CFDT, seuls deux groupes politiques y ont participé : le PSU et la LCR. Ils ont tous deux voté la plateforme du Comité qui précisait qu'avant toute négociation avec le nouveau Préfet, ce dernier devait accepter :

1) le retrait des forces de police de l'île.

2) l'arrêt de toute poursuite contre Simeoni et ses camarades.

Précisons que l'envoyé de Poniatowski a rejeté ces préalables. C'est pourquoi le Comité appelait à la grève générale de lundi et au rassemblement de Ghisonaccia.

## L'ATTITUDE DU PCF

Un parti s'est opposé aux actions du Comité : le PCF. Il faut avouer que la ligne politique de ces camarades est quelque peu sinieuse et que le militant communiste de base doit se perdre dans les déclarations totalement contradictoires de ses

dirigeants. Que l'on en juge sur pièces.

L'Humanité avait qualifié Aleria d'action fascisante. L'ARC, du même tabac, des individus douteux qui mettent en danger l'unité nationale. Un crime capital !...

Cependant, tout en finesse, nos stalinien protestent contre la répression. Répression contre qui ? contre quoi ? Allez savoir...

Et puis voilà que Stefanini, interviewé par Roland Leroy deux ou trois jours plus tard, analyse le phénomène autonomiste comme étant une réponse fautive mais compréhensible aux abus du pouvoir.

Léger changement de cap qui ne tarde guère à évoluer puisqu'à nouveau, il y a trois jours, l'Humanité dans un article fracassant réitère ses accusations de fascisme contre l'ARC.

A croire l'organe du PCF, l'ARC serait payé par des capitalistes corses, français et étrangers, sans compter bien entendu le MSI, qui, c'est connu, porte les Corses dans son cœur. A tel point d'ailleurs que Mussolini prévoyait d'envoyer la population de l'île en Ethiopie afin de repeupler la Corse de colons italiens.

Et France-Soir, en accord avec le quotidien du pcf, révélait de son côté : l'ARC est payé par Tripoli...

Que l'Humanité apprenne que le désaccord politique (et c'est notre cas vis-à-vis de l'ARC) n'autorise pas le dénigrement et les injures. Nous en parlons d'autant plus facilement que le

PC employa les mêmes arguments vis-à-vis de l'extrême-gauche il y a quelques années.

Confronté à l'initiative « Ile Morte », le PCF s'est couvert de ridicule. La grève de lundi avait été annoncée comme minoritaire, le Comité Anti-Répression et le rassemblement de Ghisonaccia comme frein à la lutte contre Poniatowski... parce qu'elle se limiterait au « cas Simeoni » (ce qui est un nouveau mensonge).

Ainsi donc le PCF et la CGT appelaient à continuer le travail lors de la grève générale.

Lundi, coup de théâtre : les militants du PC distribuent des tracts appelant à une semaine d'action qui commencerait le jour même. Quoi d'étonnant à ce que des militants de la CGT aient alors fait grève. Mieux : une délégation de responsables locaux du PCF s'est rendue à Ghisonaccia, alors qu'auparavant l'Humanité expliquait que le Comité Anti-Répression empêchait les communistes d'y participer. Son édition de mardi, titrant sur le succès de l'opération, offrait un bel exemple de revirement. Ghisonaccia est encensé. A en croire le correspondant, le PCF a tenu le haut du pavé...

Dernière manœuvre du PC : alors que les CAR sont unitaires et connaissent un large écho chez les travailleurs corses, alors que de nombreux CAR voient le jour dans les villes et les villages, le PCF appelle à la constitution de ses propres comités, ce qui est ni plus ni moins une manœuvre de division. Manœuvre qui par ailleurs tombe à l'eau. Aujourd'hui le PS qui a senti le vent, rejoint les comités.

Que la solution aux problèmes des travailleurs corses passe par le socialisme, c'est pour nous une évidence que nous ne cesserons d'affirmer en tant que militants révolutionnaires. Et cela en Corse comme ailleurs. Mais peut-être les militants du PCF pourront-ils expliquer en quoi cela empêche de participer à la lutte contre la répression dans un cadre unitaire reconnu notamment par les syndicats agricoles, la CFDT, le PS, le PSU et la LCR ?

Quant au gouvernement, il récolte ce que ses mercenaires ont semé : une solidarité sans cesse grandissante, une unanimité contre lui. La nomination d'un préfet corse n'y changera rien. Et si les revendications du Comité ne sont pas satisfaites, que Giscard et Ponia prennent garde.

**Libérez Simeoni et les militants autonomistes emprisonnés !  
Retrait immédiat des forces de police de la Corse  
Levée de l'interdiction de l'ARC !  
Poniatowski démission !**

# les chasses du prince Ponia

« le pouvoir est au bout du fusil »  
bien que ce ne soit pas tout à fait vrai,  
Poniatowski préfère qu'on en ait le moins possible.

■ L'occasion était trop belle. Et M. Poniatowski n'a pas manqué de la saisir. Prenant prétexte des événements d'Algeria, il a interdit la vente sur tout le territoire français de certaines armes de chasse ou de tir, à savoir les carabines à canon rayé de la 22 LR (5,5mm) aux armes de calibres supérieurs. Et Ponia n'insiste pas trop sur la caractère « provisoire » de cette interdiction. Bon prince, il montre la couleur : « si cette mesure restrictive devait être maintenue, elle amènerait à soumettre à autorisation préalable l'acquisition de ces armes, comme c'est le cas pour les revolvers et pistolets. » Ainsi la législation française sur la détention des armes devient l'une des plus restrictives d'Europe, avec celle de la R.F.A. Il est vrai que dans ce pays, elle date de l'avènement d'Hitler au pouvoir. Un illustre précédent.

Cette mesure n'est pas une surprise, ainsi que l'atteste le document que nous publions, et qui nous est parvenu avant les événements de Corse. Cette lettre analyse les fondements politiques et contre-révolutionnaires d'un projet de permis de chasse destiné en fait à permettre un contrôle des plus stricts du commerce et de la circulation des armes de chasse.

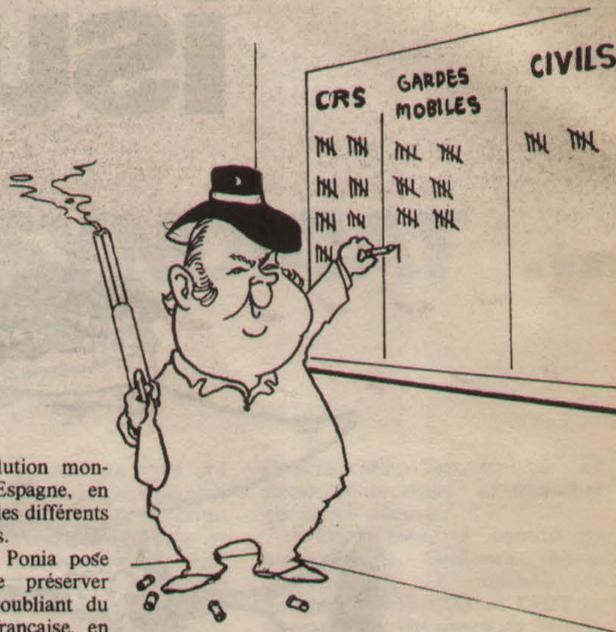
Il n'y a sans doute pas de coïncidence si ces mesures restrictives interviennent juste au moment où l'armée de guerre civile des Bourges-Bigeard va se doter, elle, des armes automatiques les plus sophistiquées. Un fusil d'assaut léger de calibre 5,56, mieux adapté aux combats de rue, va bientôt remplacer le vieux MAS. Et c'est sur les différents

champs de bataille de la contre-révolution mondiale, au Chili, en Argentine, en Espagne, en Afrique, en Irlande et au Vietnam que les différents modèles en concurrence ont été testés.

Face à la lutte du peuple corse, Ponia pose volontiers au Jacobin soucieux de préserver l'intégrité du territoire national. En oubliant du même coup que c'est la révolution française, en abrogeant les derniers privilèges de la noblesse qui a garanti au « peuple français » le droit d'être armé en même temps qu'elle redistribuait les terres. D'ailleurs on sait comment la bourgeoisie française respecte sa légalité quand il s'agit d'armer des troupes de supplétifs.

Est-ce que Ponia a fait cesser ce trafic d'armes international auquel sont mêlés quelques barbouzes françaises et dont les filières aboutissent dans les milieux néofascistes italiens, les mercenaires de l'ELP portugaise, entraînés par l'ex-affreux Schramme, et certains milieux de gaullistes musclés ?

Il est vrai que la police française relâche, presque en s'excusant, un Joe Ortiz dont le nom est prononcé à propos des attentats de l'organisation « Justice pied-noir » et la participation d'anciens O.A.S. aux opérations anti-E.T.A. au Pays Basque. Même la découverte chez cet ancien suppôt de l'O.A.S. d'armes prohibées ne suffira pas à le maintenir plus de quelques heures à l'ombre. Faut-il aussi rappeler que c'est avec une arme prohibée que Tramoni assassina Pierre Overney aux portes de Renault-Billancourt ? Et qu'il y a peu de temps en-



core, des truands dont le seul mérite est d'avoir rendu service à des notables gaullistes lors de campagnes électorales musclées, pouvaient s'entraîner impunément dans les stands de tir de la police nationale.

Mais il est vrai que même des armes de chasse sont dangereuses parfois pour les tenants de l'ordre établi. C'est avec de vieux hammerless que les premiers maquis se sont armés pour résister à l'occupation nazie. Et c'est souvent avec de vieux fusils à chien que des paysans kabyles ont sonné l'heure de la libération en 1954, en Algérie.

Plus proche de nous, il y a ces images du Portugal, où les masses de travailleurs et de paysans bloquent sur leurs barricades avec leurs armes de chasse la marche sur Lisbonne de la « majorité silencieuse » rameutée par Spinoza.

Voilà qui explique plus que tout autre discours sur l'agitation en Corse le sens de cette mesure. Légale. Mais qui reste illégitime.

S.W.

## DOCUMENT

### certains policiers l'avaient prévu ! l'interdiction d'armes de la cinquième catégorie :

*La réforme du permis de chasse vise-t-elle à protéger les perdrix et les lapins ? Ou bien est-ce une façon de mettre à l'abri l'Etat et ses forces de répression de quelques mauvais coups de fusil ?*

*C'est le sujet abordé dans une lettre par des policiers en retraite et en activité dont nous taïrons les noms.*

« Depuis bon temps déjà, la presse et la télévision aux ordres du pouvoir mettent le bon public en condition pour l'amener à accepter en douceur « dans un but de protection de la faune et de la nature et dans l'intérêt commun » (comme de bien entendu) une réforme du permis de chasse qui ne sera en fait qu'un ensemble de mesures draconiennes et coercitives à l'usage du régime et de la haute administration et dont le but réel est, en cas de « coup dur », de placer le bon peuple en colère totalement désarmé face à des forces de répression, voire de coup d'Etat fasciste.

Or, voici quelques temps, au Ministère de l'Intérieur cette fois, et très confidentiellement, les dangers de la chevrotine ont été évoqués, non pas quant à ses effets sur le gibier à poil ou à plume, mais sur le CRS ou le gendarme mobile.

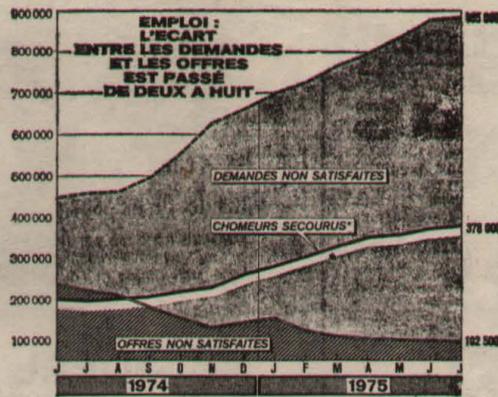
Nous nous devons de rappeler que le Ministère de l'Intérieur a, au cours des années écoulées, obtenu successivement : l'interdiction de la vente libre et de la détention des pistolets de tir 22 LR à répétition, même à canon long ; motif avancé : empêcher les délinquants en puissance et les truands de se procurer facilement des armes. Ce fut à l'époque une vaste rigolade parmi tous les bons vieux flics de la P.J., lesquels n'ignorent pas que truands et malfrats emploient des armes d'un tout autre calibre que le 22 LR et qu'ils s'équipent en tout autres lieux que chez les armuriers patentés.

Portons aussi à l'actif du Ministère de l'Intérieur et de l'UDR réunis l'interdiction du fusil de chasse automatique à cinq coups, calibre 12 ou 06 ; motif officiel : cette arme était susceptible de faire des ravages parmi les perdrix et lapins de

l'héxagone. Là, ce sont les chasseurs qui rigolent du motif invoqué, sachant bien que peu de tireurs avaient l'occasion de vider leur magasin sur une compagnie de perdrix ou de lapins faute de tirer leurs dernières cartouches hors de portée.

Si la réforme du permis de chasse est promulguée, voici quelques exemples de mesures actuellement à l'étude et en préparation, destinées à suivre la réforme dans les plus brefs délais : interdiction de détenir une arme de chasse à quiconque ne sera pas titulaire d'un permis (ceci plus spécialement à l'encontre des affreux prolétaires ou autres gauchistes susceptibles de descendre un jour dans la rue...); interdiction ou limitation sur autorisation pour l'achat et la détention de chevrotine, balles à hélice, etc.; justification pour l'emploi de telles munitions; interdiction de vente et détention de carabines de tir 22 LR à répétition et des munitions afférentes à ceux qui n'appartiendraient pas (après enquête) à des sociétés de tir agréées et contrôlées; déclaration obligatoire de toute arme de chasse et de tir détenue, enlèvement de ces armes au non titulaire de permis et indemnisation éventuelle sur estimation de fonctionnaires des Domaines. Citons encore (pour viticulteurs et agriculteurs en colère) : contrôle et limitation pour détention de fusées pare-grêle susceptibles d'être utilisées comme bazooka ou mortiers légers à tir tendu par adjonction de tubes et plaques de couche de fortune... même chose pour certains fumigènes ou explosifs utilisés en agriculture, etc., etc.

Mesures identiques à celles prises par Hitler lors de sa prise du pouvoir en Allemagne en 1933... tout un programme. »



\* Ces chiffres comprennent les bénéficiaires de l'assurance chômage des ASSEDC, et de l'allocation spéciale du Fonds national de l'emploi.

*les licenciements ne sont plus désormais le fait de petites entreprises, ce sont maintenant les gros trusts qui licencient à tour de bras*

■ Chose dite, chose faite. Le patronat avait déjà annoncé la couleur, en juin dernier, par la voix de Roger Martin, P.D.G. de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (cf. Rouge n° 311) : « Nous devons envisager maintenant une certaine réduction de nos effectifs ». Le président du CNPF, François Ceyrac, vient récemment de confirmer la déclaration : « En septembre, nous subirons les conséquences de l'aggravation de la situation au cours du second trimestre 1975. De nouveaux licenciements seront inévitables. En toute hypothèse, l'effet des mesures de relance, même si elles étaient suffisantes, ne se fera pas sentir immédiatement. Il y aura un décalage inévitable entre le

3.500 aux conserveries Blanchaud, plusieurs centaines à Sacilor-Sollac selon la CGT à l'occasion de la restructuration du groupe qui emploie 49 650 travailleurs, plusieurs centaines chez Poclain qui emploie 5.000 travailleurs. Par ailleurs, 485 ouvriers se retrouvent à la rue après la faillite de l'entreprise de constructions métalliques Sotracomet à Maizières les Metz, en Moselle. De même pour les 400 ouvriers de l'entreprise métallique Olier à Clermont-Ferrand. Enfin, 1.000 emplois risquent d'être supprimés dans les usines de chaussure de l'agglomération de Fougères, en Ille et Vilaine.

Il ne s'agit donc plus de petites entreprises obligées de mettre la clef sous le paillason du fait de la

pour ses 90.000 salariés, Ugine-Acier, à Fos, qui emploie 1.500 travailleurs, abaisse la semaine de travail à 32 heures pour les ouvriers de l'aciérie. Les pertes de salaire ne seront compensées qu'à 60 %. Enfin, Peugeot réduira sans doute les horaires à 35 heures dans l'ensemble de ses usines. « Du fait de la grève de chez Chaussou » annonce hypocritement la direction.

**les patrons ne veulent plus payer**

Dans ces conditions, que peut on attendre du plan de soutien à l'économie ? Pas grand chose. Il n'est pas question d'une réduction de la durée du travail ; tout au plus, un léger abaissement de l'âge de la retraite qui permettra aux patrons de licencier discrètement les travailleurs les plus âgés. Par contre, l'Etat s'appête à faire des cadeaux de taille aux entreprises. En leur remboursant d'abord le prélèvement exceptionnel de l'année dernière sur l'impôt sur les sociétés. Ensuite, en prenant en charge, par un biais détourné le financement du chômage. En effet, les cotisations patronales à l'UNEDIC ont augmenté au même rythme que le chômage. Aujourd'hui, les patrons ne veulent plus payer. Durafour, le ministre du travail, propose deux solutions : la « fiscalisation » des cotisations ou leur prise en charge par l'Etat « au-delà d'un certain seuil ». Dans les deux cas, il s'agit de faire payer aux travailleurs le prix du chômage, par le biais des impôts. Les 10 milliards du plan de relance qui seront donnés aux patrons pour augmenter les investissements serviront sûrement, pour une part à les dédommager de l'augmentation des cotisations UNEDIC. Un joli tour de passe-passe.

**Séraphin LAMPION**

Le Conseil des ministres s'étant tenu le jeudi 4 septembre, « Rouge » ne peut rendre compte dans ce numéro des mesures de « relance » qui y ont été annoncées. La semaine prochaine, nous reviendrons longuement sur le sujet.



redressement économique et l'amélioration de la situation de l'emploi. Normalement, la courbe du chômage ne s'inversera pas avant le premier semestre 1976 ».

**les gros trusts licencient**

Le pronostic se vérifie rapidement. La direction du groupe Boussac a décidé, le 1<sup>er</sup> septembre, la fermeture de ses trois usines de Normandie (980 licenciements) et la mise au chômage technique pendant un mois de 6.000 ouvriers de ses usines des Vosges. D'autres licenciements collectifs sont annoncés : 3.500 à Idéal-Standard,

crise. Ce sont dorénavant les gros trusts qui licencient à tour de bras. Rien d'étonnant, alors, d'entendre Oheix, le délégué général à l'emploi au ministère du travail expliquer que le nombre des chômeurs dépasserait bientôt le million, après que le gouvernement ait affirmé tout au long de l'année dernière que jamais il ne laisserait se développer un tel niveau de chômage. 1.200.000 travailleurs n'ont pas d'emploi et 600.000 jeunes arrivent sur le marché du travail. Sans compter les 500.000 chômeurs partiels qui vont voir leurs rangs grossir prochainement. Après Berliet qui a décrété deux jours de chômage technique les 1<sup>er</sup> et 2 septembre, Rhône-Poulenc annonce une réduction d'horaires

# POINTS CHAUDS



## BRETONCELLES : LES POUVOIRS PUBLICS CEDENT

● Après une préparation par tracts, communiqués de presse, etc... le 29 juillet les travailleurs de l'entreprise Piron, le comité de lutte, la section syndicale CFDT avec l'appui de l'Union Régionale CFDT occupent en pleine délibération la salle de réunion de la Commission paritaire ASSEDIC et demandent des comptes sur les raisons qui avaient motivé la suppression de l'indemnité d'attente de 90%.

Les autorités avaient fait des promesses : les ouvriers n'ayant pu être recasés dans la région et dans l'attente d'une reprise de production à Bretoncelles toucheront 90% de leur salaire pendant un an. Ceci maintes fois réaffirmé par le préfet de l'Orne.

La réalité fut différente pour les 29 travailleurs qui se la virent supprimée sous le prétexte... qu'ils n'avaient pas activement cherché du travail, alors que la région de Basse-Normandie est de celles qui ont le plus de chômeurs.

La réponse rédigée collectivement, qui contenait leurs différents efforts pour la recherche d'un emploi était jugée « insuffisante ». Il fallait pour ces messieurs une démarche individuelle, alors que la lutte des travailleurs est une lutte collective pour le droit au travail.

L'occupation de la salle de réunion de la commission Assedic a débouché sur le réexamen de tous les dossiers. Le 13 août, la commission paritaire reconduit dans un sens favorable l'ensemble des dossiers.

Les travailleurs de bretoncelles exigent que la prochaine rencontre avec les pouvoirs publics débouche sur des propositions sérieuses de reprise de l'usine, avec garantie de l'emploi et des avantages acquis.

Correspondant  
Bretoncelles

## SECURITE SOCIALE ON SUPPRIME DES EMPLOIS CHEZ DURAFOUR

● Il y a 6 mois, à la Sécurité Sociale (ministre de tutelle : Durafour) de Saint-Etienne (maire : Durafour), la direction embauchait des auxiliaires pour un contrat de 6 mois, en leur promettant la titularisation à l'expiration du contrat. Mais, fin août, 21 auxiliaires reçoivent une lettre de non-renouvellement de contrat. C'est d'abord unilatéralement (CGT, CFDT, FO) que les organisations syndicales entament l'action. Mais très vite FO se retire. Et la CGT, malgré la combativité des auxiliaires, semble hésiter : il lui paraît bien difficile de se battre pour des auxiliaires. Le groupe Taupe Rouge, pour sa part, appelle à prolonger résolument l'action, car une grande partie du personnel semble prête à aller jusqu'à la grève pour manifester sa solidarité. Le Conseil d'administration, saisi du problème, doit se réunir le 11 septembre.

## MAMMOUTH RENNES : LES TRAVAILLEURS BLOQUENT LE MAGASIN

● Lundi dernier, les travailleurs de Mammouth sont entrés en lutte pour faire aboutir leurs revendications :

- licenciement de Cercellier, patron de Mammouth : un patron de choc, qui voulait instaurer la terreur dans l'entreprise (il a déjà fait ses preuves à Carrefour Mérignac, où il a brisé une section syndicale)

- annulation de toutes les sanctions (récemment : 3 licenciements, de nombreux avertissements pour des prétextes aussi futiles que celui d'avoir « mangé une orange pendant le travail »)

- 1700 francs mini
- 200 francs pour tous
- garantie de l'emploi, titularisation des temporaires et passage à temps complet des parties qui le désirent.
- amélioration des conditions de travail (horaires, ambiance de travail)

Face à un patron de choc, les travailleurs se sont donnés les moyens de faire céder la direction : ils ont bloqué totalement le magasin par un rempart de chariots attachés les uns aux autres. Un gros effort de popularisation a été fait en direction des clients : panneaux, groupes de discussion sur la vie au Mammouth. Les clients ont (entre autres) appris que le patron mettait en vente les échantillons u'il reçoit gratuitement. La nuit, un piquet est mis en place pour garder intact le rempart de chariots. La lutte continue.

Le 2 septembre  
Correspondant Rennes

Dernière minute : cette nuit a eu lieu une intervention d'une trentaine d'individus, cadres, maîtrise du Mammouth et de la Société Economique Rennaise, avec le patron à leur tête. Ils avaient évidemment pour but de forcer le piquet de grève pour rouvrir de force le magasin. Ils en ont été pour leurs frais. Les grévistes, qui s'étaient préparés pour repousser une attaque, ont montré leurs détermination. A une vingtaine (dont une dizaine de filles) ils ont repoussé cette agression.



Il y a un an, déjà les travailleurs d'Idéal-Standard en lutte contre les premières vagues de licenciements.

## IDEAL STANDARD les « surprises » de la rentrée

■ Après un an, la politique de liquidation arrive à son terme. Depuis novembre 74, les effectifs du trust sont passés de 5800 à 3500. A Dammari par exemple, la direction a poussé au départ près de la moitié des 1400 travailleurs. Elle a pour cela utilisé notamment l'arme du chômage partiel : 26 heures par semaine en moyenne !

Le 15 septembre, le tribunal doit se prononcer sur le règlement judiciaire de la société. Dans 15 jours donc, les travailleurs d'Idéal risquent de se retrouver à la rue.

Face à cela la riposte s'organise. A Dammari, dès jeudi 28 juillet les syndicats organisent une réunion d'information en présence de 400 travailleurs. Lundi premier septembre, pendant qu'une délégation est reçue (10 minutes) au ministère de l'Industrie, des prises de parole ont lieu. Mardi 2 septembre, une AG a lieu. Les travailleurs boycottent ensuite unanimement la réunion d'information que voulaient tenir l'administrateur et la direction.

### Quelles perspectives ?

C'est une lutte difficile qui s'engage. La situation économique est grave, particulièrement pour les radiateurs en fonte qui ne se vendent plus comme par le passé. Expliquer, comme le fait le PCF, que l'entreprise est « rentable et d'utilité publique », ou, comme le cartel CGT, qu'elle est capable de « répondre aux besoins du marché » ne convainc pas les patrons, et fait sourire pas mal d'ouvriers. Ce n'est pas aux travailleurs et à leurs organisations de se préoccuper de quelle manière une entreprise peut rapporter des bénéfices. La seule chose qui les concerne, c'est que tous gardent leur emploi avec le même salaire et les mêmes avantages acquis.

La Taupe distribuée lundi matin prend une position claire :

« Si aucun patron ne veut accepter ces conditions, alors que l'Etat nationalise Idéal. Si l'Etat explique alors que cela va coûter de l'argent au contribuable, alors qu'il nationalise sans indemnité ni rachat ! Pendant 40 ans les travailleurs d'Idéal ont fait gagner des milliards et des milliards à leur patron. Ne nous faisons pas de souci pour eux. Le fric qu'ils ont accumulé pendant des dizaines et des dizaines d'années est déjà placé ailleurs et continue à leur rapporter. Indemniser les actionnaires ce serait leur donner une deuxième fois ce qu'ils ont déjà soutiré aux travailleurs. Aujourd'hui que les radiateurs en fonte ne se vendent plus comme avant, les actionnaires retirent leurs billes. Eh bien, exproprions-les ! »

Le patronat et son pouvoir ne céderont pas facilement. C'est pourquoi dès à présent à l'usine de Dammari la bataille pour l'occupation est engagée. Ce qui est envisagé, c'est la création d'un comité d'action et de lutte composé des délégués syndicaux et de délégués élus par atelier.

Le 3 septembre  
Correspondant Idéal

# STOP A LA REPRESSION EN DOMINIQUE !

Il faut sauver Desmond Trotter  
des griffes du colonialisme britannique.

La Dominique. Un bout de terre volcanique auquel s'accrochent 70.000 habitants. Une des îles caraïbes, coincée entre la Martinique et la Guadeloupe présentement colonies françaises, elle-même ancienne colonie britannique.

Aujourd'hui la Dominique est un « Etat associé » à la Grande-Bretagne. En fait une façon de voiler le maintien de l'exploitation coloniale. 60 % de la population active est au chômage, les deux principales cultures d'exportation - banane et citron - sont monopolisées par deux sociétés anglaises, 15 familles possèdent 90 % des terres cultivables, et maintiennent leur suprématie sur le commerce, le tourisme, les supermarchés, les cinémas... Maquillage final de cette exploitation sans vergogne, un « parti travailliste » au pouvoir, et dont le principal représentant, le premier ministre, déclarait : ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement « devraient être brûlés, comme les sorcières des temps anciens ».

Petite phrase qui résume le cynisme de la répression qui a frappé ceux qui s'élevaient contre la misère. Après des occupations de terres par des travailleurs agricoles, des grèves dans la capitale, l'état d'urgence fut déclaré pour deux mois. En novembre 74, une loi fut votée déclarant illégale l'organisation des « dreads » : en fait elle visait les

témoignage de l'accusation fut extorqué de force à une jeune fille d'une autre île des Caraïbes, qui déclara plus tard ne rien savoir du crime, et avoir dû apprendre par cœur son témoignage.

Desmond Trotter est depuis un an et demi en prison. Son appel, rejeté par la Cour des « West Indies » ((Antilles ex-anglaises) est aujourd'hui entre les mains du gouvernement travailliste anglais. En Angleterre une campagne est lancée avec un Comité National, soutenu par nos camarades de l'I.M.G. (section britannique de la quatrième internationale). Elle doit avoir son écho en France. Il faut sauver Trotter.



## DES LOIS SINISTRES

« Aucune poursuite ne sera entreprise contre toute personne qui tuera... un membre d'une organisation déclarée illégale... »

Cet extrait résume à lui seul l'esprit de la loi édictée à la Dominique en 1974 sous le titre de « loi contre les organisations et associations illégales et interdites ». Il s'agit d'un condensé de bêtise au service de la plus sinistre répression, comme l'illustrent nos extraits :

2. (...) Organisation désigne un groupe ou une association de personnes qui se réunissent régulièrement pour faire de la propagande autour d'une idéologie et d'objectifs communs, et dont les membres se distinguent par un uniforme, ou un habillement particulier, ou une façon de se coiffer.

3. Une organisation dont les membres :  
— décident de troubler l'ordre et la sécurité publics ;  
— pratiquent des actes de terrorisme comme tirer sur ou blesser un membre des forces de police ; (...)  
— détruisent une plantation, des productions alimentaires, des établissements d'élevage ou occupent illégalement avec violence des terres, empêchant ainsi la jouissance paisible des droits de propriété ;

— battent, blessent, empêchent la liberté de mouvement de personnes en raison de leur statut économique, de leur appartenance de classe, de leur origine sociale, de leur race, de leur lieu de naissance, de leur couleur de leur religion ; (...)  
— amènent des enfants ou des jeunes de moins de 18 ans à rejoindre leur organisation et ainsi les empêchent d'aller régulièrement à l'école ; (...)  
— sont obligés de garder secrets leurs noms ou ceux de qui que ce soit ;  
— ont un comité ou quelconque organe de décision dont le nom de ses membres ne doit pas être révélé ;  
— n'ont leur nom ainsi que ceux du président, du secrétaire, des délégués ou de tout autre responsable, écrits dans un livre prévu à cet effet et pouvant être inspecté par tout membre de l'organisation ;

Une telle organisation est déclarée illégale.

Toute personne qui incite, conseille, aide ou finance par quelque moyen que ce soit une telle organisation sera considérée comme coupable. (...)

5. Tout membre d'une organisation illégale qui apparaîtra en public ou ailleurs portant un uniforme, un badge ou un autre habillement particulier, ou toute autre marque distinctive dans sa tenue ou sa coiffure, pourra être considérée comme coupable et devra être arrêtée sans mandat par tout membre des forces de police ;

6. Un membre d'une organisation illégale, arrêté dans ces conditions ne peut bénéficier d'une libération sous caution, il doit être remis à la disposition des magistrats dans les 48 heures, dimanches et jours fériés exceptés. Toute personne arrêtée en vertu de cette loi et qui s'évade ; ou toute personne qui l'aide à s'évader devra être condamnée à 18 mois d'emprisonnement. (...)

9. Aucune poursuite de droit civil ou criminel ne sera entreprise ou maintenus contre toute personne qui tuera ou blessera un membre d'une organisation illégale, trouvé à tout moment du jour ou de la nuit dans une maison d'habitation.

10. Un membre de la police peut arrêter sans mandat toute personne pouvant être suspectée d'être membre d'une organisation illégale. (...) Aucune poursuite ne pourra être entreprise contre un membre de la police lorsqu'il agit dans le cadre de ses devoirs au regard de cette loi. (...)

15. Un magistrat jugeant une personne reconnue comme membre d'une organisation illégale devra le condamner à 9 mois d'emprisonnement, et un an en cas de récidive.

Une personne ayant aidé, conseillé une telle organisation ou un de ses membres devra être condamnée à un an d'emprisonnement. (...)



jeunes chômeurs qui, façon de braver l'ordre social, se laissent pousser les cheveux et les nattent (dreadlocks). Comme le montrent les extraits publiés ici, cette loi sinistre permet d'arrêter tout jeune portant des cheveux longs, de le suspecter d'appartenir à une organisation illégale, de tirer à vue sur lui, ...

Sommet de cette répression : le complot fabriqué de toutes pièces contre un jeune animateur de la révolte des travailleurs dominicains, Desmond Trotter. Fondateur du journal **Black Cry**, puis militant du « Mouvement pour une Nouvelle Dominique » et directeur de son journal « Twavay », Desmond devint une cible privilégiée de la répression. Il fut ainsi condamné à être pendu pour le meurtre d'un touriste américain, lors d'un procès truqué le premier novembre 74. Une affaire cousue de fil blanc : pas d'enquête, une déclaration du premier ministre désignant comme coupables les militants nationalistes, et voilà Desmond arrêté une semaine plus tard. Le jury était exclusivement composé de propriétaires terriens et de commerçants ; le seul

# pour france

## LE TOCSIN DE NOTRE DAME

la manif  
du 1<sup>er</sup> septembre  
à Paris.

■ En France, malgré la période de vacances, les premières initiatives de riposte au verdict de Burgos ont été immédiates. Et depuis une semaine la mobilisation gagne en ampleur.

Dès le 28 août, manifestation unitaire de 2000 personnes à Bayonne. A Avignon, la rapide Genève-Barcelone est couvert de slogans anti-granquistes. Le 30 août, deux manifestations à Paris. L'une, au métro Georges V, convoquée par le parti communiste et le Cise, avec environ 2000 participants, l'autre au métro Oberkampf rassemblant 3000 personnes à l'appel du collectif Eva Forest, soutenu par la LCR, Révolution, le psu, la LCR-ETA VI, le PSOE, le MCE, BR, auxquels s'étaient joints l'OCI, la Lirqi, le Frap.

Lundi 1<sup>er</sup> sept. entre 10 heures 30 et midi, cent cinquante militants occupent les tours de Notre-Dame à Paris, font sonner le tocsin, lancent des tracts, déploient



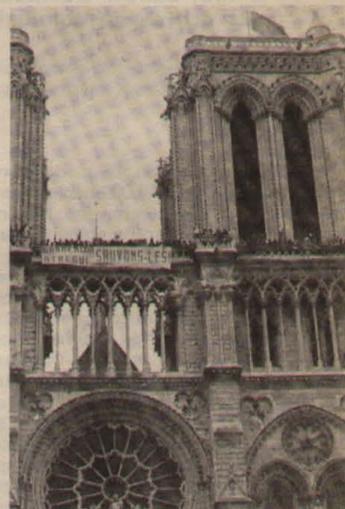
Patrick Flierl

une banderolle et des drapeaux rouges, exigent une prise de position du gouvernement français. Sur le parvis, Alain Krivine prend la parole pour appeler à la manifestation du soir à 18 heures, place des Ternes. Cette manifestation convoquée par les mêmes organisations que celles d'Oberkampf (plus Lutte Ouvrière) réunit cette fois environ 8000 personnes. Le même jour, à Marseille, manifestation de 350 personnes à l'appel de la LCR, Révolution, la LCR-ETA VI, les groupes femmes en lutte et les pétroleuses.

Dimanche 30 au Puy, deux antifranquistes s'enferment dans la statue de Notre-Dame du Puy qui domine tout le bassin, et y déploient une banderolle « Franco Assassin », pendant que les militants du comité contre la répression en Espagne distribuent en ville des tracts d'explication. A 13 heures, les camarades descendent de la statue et sont gardés à vue par la police.

A Dusseldorf (Allemagne), le consulat d'Espagne a été occupé. Des mobilisations ont eu lieu en Italie. Et la police a tiré à Lisbonne pour protéger le consulat d'Espagne assiégé par les manifestants.

Le vendredi, une manifestation très importante à Perpignan à l'appel du Comité Eva Forest, du FRAP, du Comité anti-répression de l'Université Catalane d'Eté. Elle regroupe près de 1000 personnes.



les méfaits du Prince

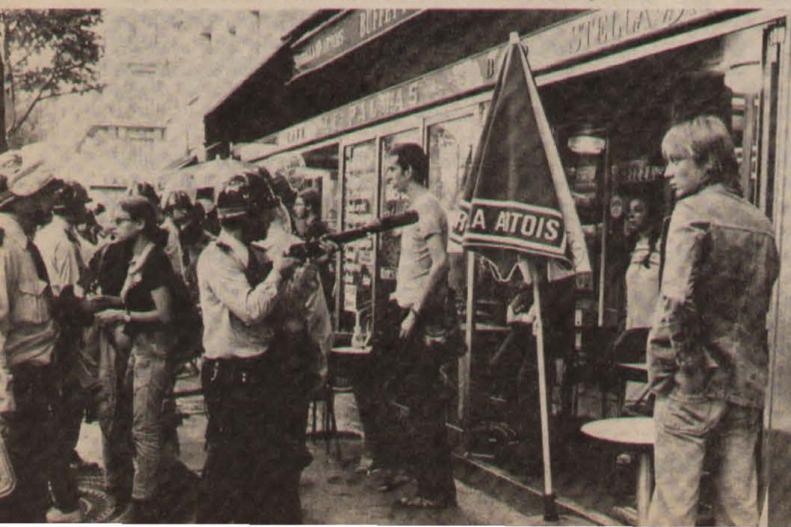
## PONIA ET SON MODELE

La police de Poniatowski ne rate pas une occasion de se manifester de façon percutante: Rouge a reçu le témoignage à propos d'exactions policières commises quelques temps après la dispersion de la manifestation anti-franquiste du 30 août.

■ Place Gambetta, un car de CRS s'arrête. Les flics en descendent et font circuler. Puis, sans raisons apparentes, ils foncent sur la terrasse d'un café et se mettent à matraquer les consommateurs dont la majeure partie ne venait visiblement pas de la manifestation. «...une jeune fille, jambe plâtrée et béquille sur la chaise, fut victime d'une brutalité prodiguée avec une hystérie rare; un travailleur immigré fut roué de coups, tandis que le patron était menacé de mort par un CRS armé d'un fusil...»

Décidément, en matière de répression, Franco est devenu un modèle pour le prince Poniatowski.

Place Gambetta, évacuation du café. Le fusil droit dans la gueule!



Sipa-Press

## espagne

Malgré les décrets d'exception

## GREVE GENERALE EN EUSKADI

Dans l'ensemble de l'Etat espagnol le mouvement ouvrier s'est dressé pour arracher Garmendia et Otaegui des mains de leurs bourreaux. En fixant le procès le 28 août, la dictature a voulu intimider les travailleurs en infligeant un châtement exemplaire, en prévision des grandes luttes qui se développeront à l'automne. Elle a voulu prendre de cours les organisations ouvrières et révolutionnaires. En effet, la plupart des entreprises du pays basque par exemple ne reprenaient le travail que le 25 août, la veille même du verdict. Pourtant, en Euskadi, le dispositif de vigilance et de solidarité mis en place dès le mois de juillet a fonctionné. Les organisations ouvrières, les groupes révolutionnaires, et la coordination des commissions ouvrières avaient en effet lancé un appel à 48 heures de grève générale lors du procès. Ainsi, le jour même de la reprise du travail, les ouvriers d'Euskadi, largement soutenus par la population, ont déclenché leur troisième grève générale en moins d'un an (11 décembre 74, 11 juin, 28 août 75), une grève générale directement politique pour sauver Garmendia et Otaegui.

Dans tout le pays, la plupart du temps à l'initiative des divers comités unitaires contre la répression et pour la défense des prisonniers politiques, l'information, l'agitation, la mobilisation se sont développées sous différentes formes.

Le 31 août, dans le quartier de Gros, à Saint Sébastien, Jesus Garcia Ripalda, 23 ans, militant du Mouvement Communiste d'Espagne, a été froidement abattu par la police, alors qu'il diffusait un appel en faveur des condamnés à mort de Burgos. Nous nous associons à nos camarades de la LCR-ETA VI pour lui rendre hommage.

# garmendia et otaegui

## EUSKADI EN LUTTE



Nous reproduisons ci-dessous les informations publiées par **Proletario**, organe ouvrier de la LCR-ETA VI en Navarre, quotidien pour la durée des mobilisations en faveur de Garmendia et Otaegui. Le numéro d'où nous tirons nos informations est daté du 28 août à

10 heures du soir, donc du premier jour de la grève générale. Malgré l'état d'exception, grâce à un dense réseau d'informations militant qui témoigne de leur implantation, les camarades sont en mesure de faire le point des mobilisations dans tout le pays basque.

### GUIPUZCOA

**Irun** : grève totale avec sorties massives en manifestation; plusieurs arrestations.

**Renteria** : A partir d'un piquet massif d'extension, tout Renteria descend dans la rue. Une manifestation silencieuse de 1000 personnes parcourt la ville. La plupart des commerces ferment.

**Herrera-Pasajes** : le mercredi 27 la police charge une manifestation de 800 personnes, tire en l'air, et arrête au moins 12 personnes. Le jeudi 28, la grève est totale dans les secteurs de Martutene et Loyola, avec apparition de piquets d'extension de la grève. Dans la vieille ville, plus de 40 commerces tirent le rideau et d'autres commerçants qui s'y apprennent sont arrêtés. Toute la journée il y a des rassemblements dans les rues.

**Hernani** : la grève est totale. Avec des piquets unitaires à sa tête, tout le village sort dans la rue. La garde civile attaque et tire à trois reprises, mais tout le village, travailleurs en tête se met en grève générale, ferme les boutiques, se réunit en assemblées, dresse des barricades contre l'arrivée éventuelle de renforts policiers. De nombreuses arrestations.

**Lasarte** : Plusieurs assemblées dans le village; nombreuses fermetures de commerces et débrayages dans les principaux ateliers de Michelin.

**Andoain, Urnieta** : arrêt total du travail avec piquets massifs d'extension de la grève.

**Tolosa** : importante manifestation le mercredi. Le jeudi 28, grève totale, à part une petite papeterie. Plusieurs assemblées et cortèges dans la ville.

**Goierri** : débrayage général. Les commerces ferment aussi.

**Azpeitia, Cestona** : arrêt total du travail. A Azpeitia, des sorties en masse des usines convergent vers 11 heures du matin; les commerces baissent leurs rideaux. 150 gardes civils chargent une manifestation de 1500 personnes.

**Zarauz** : grève totale et fermeture des commerces; dans la soirée, manifestation de 3000 personnes.

**Eibar** : A part quelques ateliers, la grève est générale. Dans plusieurs entreprises se réunissent des assemblées avant de sortir dans la rue. Entre 11 heures et midi, plusieurs concentrations ont lieu en ville; les parents des prisonniers politiques, avec la mère de Perez Jauregui à leur tête se rendent chez le maire et lui disent : « tu seras responsable des morts de ce nouveau Burgos ».

**Elgoibar** : la seule entreprise qui travaille — puisque les autres sont encore en congé — Rodisa, débraye; et 200 personnes manifestent, tant le mercredi que le jeudi.

**Mondragon** : les seules entreprises qui travaillent sont les coopératives.

Leurs directions ont l'habitude d'exercer la plus sévère répression chaque fois que se développent des luttes spécifiquement ouvrières; mais cette fois, comme à l'époque de Burgos, elles impulsent la grève. Les ouvriers de Garagarza, avant de descendre dans la rue tiennent une assemblée où ils dénoncent les manoeuvres de leur direction.

### BISCAYE

Bien que la grande majorité des travailleurs soit encore en vacances, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers et de petites gens se sont mobilisés aujourd'hui.

**Margenes de la Ria** : sur la rive gauche près de 5000 travailleurs des Hauts Fourneaux de Biscaye, Babcock-Wilcox et Naval (trois des quatre plus grandes entreprises) se sont mis en grève et ont réussi, grâce à des piquets d'extension à mobiliser d'autres secteurs et entreprises de sous-traitance. Sur la rive droite, Westinghouse et la Franco ont également débrayé, soutenus par de nombreux commerçants, à Algorta notamment.

**Bilbao** : Nous manquons encore d'informations; mais nous pouvons d'ores et déjà annoncer une concentration d'un millier de personnes dans la Grand'Rue et de plusieurs centaines dans le quartier de Santuchu.

**Ondarroa** : toujours à la tête de la lutte, avec plusieurs dizaines de ses fils déjà emprisonnés pour des dizaines d'années, avec plusieurs centaines passés par les commissariats, torturés et mutilés, avec le récent assassinat de Luis Arriola..., Ondarroa, comme en 69 contre la condamnation à mort de

Andoni Arrizabalaga, comme en décembre 70, s'est mise à nouveau en grève générale, et s'est remise en marche héroïquement, face à la garde civile.

**Lekito** : Grève totale avec fermeture de commerces. Trompant la surveillance policière, une manifestation avec pancartes a pu avoir lieu.

**Ermua** : Débrayage général, à l'exception de l'entreprise Zubiondo qui, aux premières heures de l'après-midi continuait à travailler.

### NAVARRA

Aujourd'hui, environ 3000 travailleurs de Pampelune ont réussi des débrayages complets ou partiels. Autopista a fait une grève toute la journée; Pamplonica deux heures; Mepansa une heure et demie; Ingranasa une heure; Mapsa un quart d'heure; Porcelanas 10 minutes; Imenasa, soixante camarades pendant une heure; Inquinasa, cinquante camarades pendant 20 minutes. Presque toutes les autres entreprises ont tenu des assemblées : Super-ser, Magnetitas, Torfinasa, Ciraba, Union Carbide, Mines de Potasse...

### les prisonniers de Ségovie

## EN GREVE DE LA FAIM POUR LES SAUVER !

Depuis le 22 août, les prisonniers politiques de Ségovie (ETA, LCR-ETA(VI), PCE, FAP, PCEm-I, CNT et militants indépendants) sont à nouveau en grève de la faim illimitée contre la condamnation de Garmendia et Otaegui. Les camarades de la LCR-ETA(VI) qui totalisent à eux seuls dans cette prison plus de 450 ans de condamnation et deux peines de mort commuées en emprisonnement à perpétuité ont adressé au Secrétariat de la Quatrième Internationale et à toutes ses sections l'appel suivant :

## AU SECRETARIAT UNIFIE A TOUTES LES SECTIONS DE L'INTERNATIONALE

*La parodie de jugement contre Garmendia et Otaegui constitue l'ultime provocation qu'une dictature aux abois lance contre le mouvement ouvrier et les secteurs populaires dans tout l'Etat espagnol. (...) Le passage en conseil de guerre de Garmendia et Otaegui revêt aujourd'hui une importance déterminante : comme épreuve de force préparée par la dictature et comme premier affrontement qui ouvre la voie à un automne de combats décisifs. C'est pourquoi il est aussi indispensable qu'en 1970, au moment du Conseil de guerre de Burgos de retenir la main des assassins. Et pour y parvenir, il n'existe toujours qu'un seul chemin, celui de la lutte décidée à l'échelle internationale. Mobiliser toutes les énergies de la classe ouvrière et des secteurs populaires dans tous les pays, pour porter un coup puissant à la dictature décrépite. (...)*

*Les condamnations à mort décidées par la dictature ouvrent objectivement la période de sa chute, et ce au sens le plus immédiat. Cette chute et la crise pré-révolutionnaire qu'elle déclenche aura des conséquences décisives sur le développement de la révolution portugaise. A son tour, la péninsule ibérique n'est que la première pointe de la puissante vague révolutionnaire qui s'abat sur l'Europe capitaliste. Il est plus nécessaire que jamais de renforcer la solidarité internationale du prolétariat... Le soutien à la révolution dans l'Etat espagnol doit*

*commencer dès maintenant, à travers la riposte à la tentative d'assassinat légal de Garmendia et Otaegui. C'est pourquoi nous vous demandons de redoubler vos efforts dans ce sens : l'appui actif dans cette période qui précède le renversement révolutionnaire de la dictature constitue aujourd'hui une tâche prioritaire pour tous les marxistes révolutionnaires, pour tous les militants de la révolution socialiste mondiale.*

**I Salvad a Garmendia y Otaegui !  
I Abajo la dictadura asesina !  
Viva el internacionalismo proletario. Viva la IV<sup>a</sup> Internacional !**

Ségovia 25-8-75

Militantes y simpatizantes de LCR-ETA(VI) en la carcel de Segovia.

Sabino Arana Bilbao (condamné à 32 ans), Javier Armendariz Tainta (12 ans), Julian Arregui Echabe (12 ans), Andoni Arrizabalaga Basterrechas (commué de peine de mort); Andoni Bedialauneta Laca (25 ans), Josu Bilbao Cos (15 ans), José Andres Cousillas Larranaga (2 ans et six mois), Jose Luis Eguren Totorica (26 ans), Jose Maria Galante Serrano (5 ans), Inaki Garcia Arrambarri (25 ans), Carmelo Garitenaoidia Garnacho (45 ans), Miguel Angel Gomez Alvarez (8 ans), Enrique Guesalaga Larreta (50 ans), Josu Ibarguchi Sampedro (46 ans), Felipe Izaquirre Esnal (11 ans), Pachi Jaca Aranalde (26 ans), Josu Lorono Echebarria (15 ans), Inaki Sarasqueta Ibanez (Commué de peine de mort) Lucio Solaguren Urruchurtu (18 ans), Luis Maria Urquiza Arrasate (21 ans), Inaki Viar Echebarria (25 ans), Juan Mazbigaray Osa (3 ans), Pedro M<sup>o</sup> Zugadi Ramirez (17 ans), Antxon Carrera Aguirrebarrena (12 ans).

# PORTUGAL

## tout pour la construction du pouvoir des travailleurs

*résolution votée par la majorité du comité central  
réuni les 30 et 31 août.*

*Les intertitres sont de la rédaction.*

■ La situation au Portugal, caractérisée depuis le 11 mars par l'Internationale comme pré-révolutionnaire, vient de connaître un nouveau tournant, marqué par l'intensification de l'offensive fasciste, le prolongement de la crise gouvernementale et l'approfondissement de la crise généralisée du pouvoir, la division de l'armée et l'éclatement du MFA, et surtout l'apparition massive d'un mouvement autonome de masse lors de la manifestation du 20 août à Lisbonne, dont l'impact sur les organisations réformistes de la classe ouvrière commence à se faire sentir.

# 1

## l'offensive de la réaction

La campagne déclenchée par la direction social-démocrate du PS, après sa sortie du quatrième gouvernement provisoire et l'offensive lancée dans l'armée par les 9 membres du Conseil de la Révolution signataires du Document Melo Antunes ont provoqué une crise gouvernementale à laquelle la constitution du cinquième gouvernement provisoire, dirigé par le général Vasco Gonçalves, n'a pas mis fin, pas plus que ne le fera la formation du sixième gouvernement provisoire de l'amiral Pinheiro de Azevedo.

Cette crise n'est que le reflet de la crise généralisée du pouvoir de l'Etat bourgeois portugais, dirigé par six gouvernements successifs de collaboration de classe récemment flanqués d'un triumvirat militaire.

Devant l'incapacité de ces gouvernements à satisfaire les revendications des travailleurs et à prendre les mesures d'expropriation sous contrôle ouvrier, de monopolisation du commerce extérieur, de planification socialiste de l'économie, d'approfondissement de la réforme agraire et d'aide à la petite paysannerie, les masses ouvrières et populaires ont dans la dernière période intensifié leur mouvement d'auto-organisation (dans les commissions de travailleurs (CT), les commissions de moradores, c'est-à-dire d'habitants (CM), les Assemblées Populaires (AP), les ligues paysannes, etc...)

Face à cette situation que le MFA se révélait incapable de contrôler, au point de reconnaître les CT, CM, AP dans le Document-guide sur l'« alliance Peuple-MFA », la bourgeoisie est passée à l'attaque. Pour ce faire, elle utilise plusieurs canaux. Au niveau international, elle intervient par la pression de l'impérialisme américain (en particulier

sur les dépendances portugaises de Madère, des Açores et de Timor) qui utilise de puissants moyens financiers et militaires; et par le chantage au blocus économique des principales bourgeoisies européennes (française, allemande, et britannique). Au niveau national, elle s'appuie à la fois sur la vague terroriste contre les organisations ouvrières et révolutionnaires qui déferle sur le Nord du pays, exploitant le mécontentement et l'arriération des petits paysans, et sur la politique de « pause » préconisée par la direction du PS et les secteurs de la hiérarchie militaire menés par Melo Antunes, qui en sont politiquement proches, malgré leurs divergences tactiques avec Mario Soares.

Le but de ces derniers, tel qu'on le trouve explicitement dans le texte-programme de la direction du PS et le document des neuf est de rétablir l'autorité de l'Etat, c'est-à-dire de l'Etat bourgeois, ébranlée depuis le 25 avril 74, et de mettre un cran d'arrêt aux luttes des travailleurs dans les entreprises qu'ils gèrent ou contrôlent, et sur les terres qu'ils occupent.

# 2

## l'éclatement politique du M.F.A.

Mais le débat politique introduit dans l'armée par la discussion nationale en assemblées d'unité du document Melo Antunes, puis du texte des officiers du Copcon, a eu l'effet inverse de celui qui était escompté par les signataires du document des neuf. Au lieu de ressouder l'armée dans sa fonction de pilier essentiel de l'Etat bourgeois, selon les options social-démocrates présentées par Melo Antunes, l'armée, au cours de ces débats, s'est profondément divisée. Son unité longtemps maintenue grâce à l'unanimité de façade d'un MFA jouant de son prestige de « libérateur » du 25 avril, pour tenter d'exercer une fonction bonapartiste dans les conflits de classe en cours, s'est brisée avec l'éclatement politique ouvert du MFA entre ses secteurs révolutionnaires, réformistes, sociaux-démocrates, libéraux bourgeois et réactionnaires. Cette cassure dans l'armée rend à court terme impossible sans risque de guerre civile, toute tentative de coup d'état fasciste et même extrêmement difficile un coup de force légal des secteurs sociaux-démocrates et libéraux bourgeois de la hiérarchie militaire sans encourir le risque d'un affrontement. A moyen terme c'est l'existence même du MFA qui se

trouve en sursis, menacée par une scission officielle imminente, et par conséquent par la disparition de son rôle de pivot d'une éventuelle stabilisation du processus. A plus long terme la question d'un affrontement entre la révolution et la contre-révolution dont les camps se retrouveront aussi dans l'armée, est d'ores et déjà posée.

# 3

## une maturation du mouvement de masse

La crise généralisée du pouvoir d'Etat bourgeois au Portugal est le produit direct de la formidable montée du mouvement de masse ouvrier et populaire qui secoue le pays depuis le 25 avril. Ce mouvement ascendant, à chacune de ses phases de radicalisation (18 septembre 74, 11 mars 75, juillet-août 75) a régulièrement compromis les tentatives correspondantes de mise en place des palliers, par l'intermédiaire du MFA et des différentes solutions gouvernementales de collaboration de classe, qu'elle soit directe dans les quatre premiers gouvernements de coalition, ou qu'elle soit indirecte dans les deux derniers gouvernements où les partis bourgeois et ouvriers manœuvrent par général interposé.

Cette situation pré-révolutionnaire vient de connaître maintenant un nouveau tournant, marqué par la manifestation appelée le 20 août par les C.T., les C.M., et les A.P. de la région de Lisbonne, soutenues par l'ensemble des organisations révolutionnaires et, in-extremis, par le P.C.P.

Par son ampleur et le caractère radical de ses mots d'ordre, par la participation élevée de soldats, sous-officiers et officiers au défilé, la manifestation a brusquement révélé l'existence d'une capacité d'activité autonome de secteurs décisifs du prolétariat portugais. Elle ne faisait pourtant que couronner un profond processus de radicalisation intervenu depuis le début de l'été et provisoirement masqué par la politique divisionniste des directions du P.C.P. et du P.S. ainsi que le départ en vacances, souvent pour la première fois, de nombreux travailleurs en juillet-août. Cette maturation se reflétait déjà dans l'exigence — et dans certains cas la mise en pratique — par des secteurs clés de la classe ouvrière (C.U.F., Construction navale, Construction civile, Textile, Métallurgie, etc.) du contrôle ouvrier, de l'expropriation, de la reconversion de leur entreprise, reflétant l'exigence

d'une planification socialiste. Elle se traduit aujourd'hui par l'extension et les tendances objectives à la coordination des structures d'auto-organisation des travailleurs (C.T., C.M. et A.P.) accompagnées d'une prise de conscience de la nécessité d'organiser l'autodéfense contre la réaction fasciste, en liaison avec les soldats et officiers qui se réclament de la révolution socialiste.

Tous ces phénomènes sont des indices sûrs d'une phase de radicalisation rapide de la classe ouvrière portugaise qui a pour conséquence une amélioration sensible du rapport de forces en faveur de cette dernière au détriment de la bourgeoisie, toutes tendances réunies. Cette radicalisation n'en est qu'à ses débuts: elle ne touche que les secteurs les plus avancés, les plus actifs, les plus combattifs, mais aussi les plus décisifs, sans encore atteindre une large majorité de la classe ouvrière. Mais dans le cadre de la crise économique du capitalisme portugais, qui ne manquera pas de provoquer de nouvelles luttes d'ampleur dans les mois qui viennent, ce pas franchi par l'avant-garde de la classe ouvrière dans son organisation, son activité et son apparition politique autonome, témoigne de la possibilité de transformations, à brève échéance, de la situation pré-révolutionnaire en une crise révolutionnaire au Portugal.

# 4

## la politique du P.S. et du P.C.

Pour se réaliser, cette possibilité doit cependant surmonter un obstacle de taille: la division introduite dans les rangs du mouvement ouvrier, notamment depuis les élections à la Constituante, par la politique des directions du P.S. et du P.C.P.

La direction social-démocrate du P.S. est aujourd'hui le Cheval de Troie de l'impérialisme américain et surtout des bourgeoisies européennes au Portugal. Dans le sillage de sa campagne anticommuniste se sont engouffrées l'offensive fasciste des officiers réactionnaires et des anciens notables du régime salazariste ainsi que l'offensive pour une stabilisation capitaliste menée par les secteurs bourgeois civils et militaires. Malgré la contribution faite au resserrement des travailleurs du P.S. autour de leur direction, par l'orientation sectaire et bureaucratique de la direction du P.C.P. (particulièrement lors des « barricades » des 18 et 19 juillet), les premiers signes d'une résistance dans les rangs du P.S. au cours pro-capitaliste suivi par la direction commencent à apparaître (démissions et ex-

Fotolib



clusions de militants et dirigeants du P.S.).

La politique de la direction stalinienne du P.C.P. depuis le 25 avril et surtout depuis son tournant tactique de décembre 74, est de se servir du mouvement de masse pour le canaliser au profit de ses manœuvres visant à la conquête de positions de force à l'intérieur de l'Etat bourgeois (que la direction du P.C.P. appelle « l'Etat démocratique, sur la voie du socialisme »). Cette stratégie présentée comme « Passage pacifique au socialisme » repose avant tout, pour la direction stalinienne, sur l'établissement d'une hégémonie politique au sein du M.F.A. c'est-à-dire présentement la majorité de l'Assemblée du M.F.A.

Cette orientation est sérieusement mise à mal par la contre-attaque des secteurs réactionnaires et bourgeois de l'armée d'une part, et le dégagement d'une avant-garde ouvrière, échappant au contrôle de la direction du P.C.P., à laquelle correspond l'extension de l'influence des organisations révolutionnaires. Depuis le début de l'été, l'orientation de la direction stalinienne a navigué entre les écueils d'un compromis avec la droite de l'armée et l'utilisation du mouvement de masse civil et militaire pour tenter de négocier le meilleur compromis possible. Cette ligne sinueuse n'a pas peu contribué à isoler le P.C.P. sur sa droite et à le voir concurrencé sur sa gauche. Elle a désorienté la base militante et nouvelle du P.C.P. qui ne parvient plus à répondre aux changements de ligne quasiment hebdomadaire de la direc-

## 5 tactique de front unique et mots d'ordre de gouvernement

L'extension et la tendance à la coordination des C.T., C.M. et A.P. fournit maintenant un cadre de réponse au problème de la division des rangs ouvriers par la politique des directions réformistes. Une orientation indispensable de Front Unique Ouvrier doit aujourd'hui s'articuler autour d'une campagne d'agitation, de propagande et d'initiatives concrètes pour appeler les militants et les directions des grands partis ouvriers traditionnels — P.S. et P.C.P. — à œuvrer à la construction et à la centralisation de ces organes du pouvoir ouvrier naissant, où des travailleurs socialistes, communistes, révolutionnaires et non-affiliés, se retrouvent déjà au côté à côté pour défendre

leurs conquêtes, organiser l'autodéfense en liaison avec les casernes, et assumer de plus en plus les fonctions de prise en charge du contrôle ouvrier et de la gestion populaire relevant d'un embryon de pouvoir d'Etat.

Un accord entre les organisations révolutionnaires, qui ne met évidemment pas sous le boisseau la nécessaire polémique contre les déviations gauchistes ou opportunistes, peut puissamment contribuer à forcer les directions réformistes à prendre clairement parti devant leurs bases par rapport à l'extension, la coordination et la centralisation des structures d'auto-organisation en une Assemblée populaire nationale de délégués des C.T., C.M., Assemblées d'unité militaire, et A.P., centralisation qu'un tel accord peut contribuer à faire naître sans attendre l'approbation des directions réformistes.

s'attache avant tout à opposer la construction du pouvoir d'Etat des travailleurs, encore embryonnaire, au pouvoir délabré et paralysé des institutions de l'Etat bourgeois, civil (Assemblée Constituante à majorité P.S.-P.P.D.) et militaire (Armée, M.F.A.).

Le mot d'ordre erroné de dissolution immédiate de la Constituante avancé par des groupes d'extrême gauche et une fraction importante de l'avant-garde sous estime gravement les illusions électoralistes qui continuent à imprégner la petite-bourgeoisie et des parties importantes de la classe ouvrière; il ne peut que rejeter ces éléments vers la politique menée par le P.S. pour la défense des institutions bourgeoises et contre le développement des C.T., C.M., et A.P. dont seule la centralisation peut mettre à l'ordre du jour ce mot d'ordre.

## 6 défense des libertés et de la démocratie ouvrière, et non des institutions bourgeoises

De ce point de vue les communistes révolutionnaires doivent combattre toute assimilation de la lutte pour les plus grandes libertés démocratiques et la démocratie ouvrière la plus large avec la défense des institutions démocratiques. La plus grande liberté pour les masses dans la presse (liberté d'expression pour tous les partis, courants et organes ouvriers et populaires) dans les manifestations, les syndicats (indépendance par rapport à l'appareil d'Etat, droit de tendance) etc..., est indispensable à la libre activité des grandes masses ouvrières dans le renforcement du processus d'auto-organisation.

La propagande des communistes révolutionnaires doit éduquer les travailleurs d'avant-garde dans ce sens, afin de ne pas rejeter une partie des travailleurs derrière la direction du PS, ce qu'a provoqué la politique sectaire et bureaucratique du PCP.

Mais les communistes révolutionnaires doivent combattre avec autant de fermeté la propagande bourgeoise qui veut faire croire que le Portugal est soumis à une « dictature militaire », alors que dans aucun pays du monde les masses ne disposent actuellement d'autant de libertés d'expression et d'organisation.

Les communistes révolutionnaires doivent combattre avec la plus grande vigueur toute assimilation de cette liberté pour les masses avec la défense des institutions bourgeoises (liberté de propriété privée de la presse, la télé, des usines, etc...).

Par ailleurs la défense intransigeante des libertés pour les masses, y compris contre certains décrets du MFA, ne saurait être à l'étape actuelle de la révolution portugaise l'axe central de l'agitation révolutionnaire qui doit se centrer autour de thèmes de contrôle ouvrier, d'expropriation et de planification, de monopole du commerce extérieur, de réforme agraire, d'autodéfense, d'armement du prolétariat et de constitution de milices ouvrières, tâches qu'ont à prendre en charge les comités, de soldats d'habitants, de travailleurs, et de paysans, et auxquelles les communistes révolutionnaires doivent appeler tous les partis ouvriers à participer.



Foroilib

Alcobaca, à 120 km de Lisbonne  
attaque des locaux du PCP par une foule  
entraînée par des fascistes.

A cette priorité doit être subordonnée la campagne propagandiste en faveur d'un gouvernement des travailleurs — à ce stade, un gouvernement des organisations ouvrières puisque la centralisation des organes de pouvoir ouvrier n'est pas encore réalisée — qui satisfasse immédiatement les revendications ouvrières, paysannes, et populaires, s'appuie sur les C.T. C.M. et A.P., et soit responsable devant elles, pour réaliser un programme de mesures anticapitalistes démantelant définitivement le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie. Dans l'avenir immédiat, un tel mot d'ordre a essentiellement une fonction de propagande et d'éducation de secteurs de plus en plus larges du prolétariat pour les détacher de toute illusion envers toute forme de gouvernement construit autour d'un replâtrage du M.F.A. Il

Un mot d'ordre pour un gouvernement des travailleurs de caractère propagandiste et probablement vite remplacé par le mot d'ordre de « tout le pouvoir aux AP » ou « tout le pouvoir à l'Assemblée Populaire Nationale » s'oppose aux mots d'ordre opportunistes et droitières de « gouvernement PS-PCP » qui excluent de leur contenu ce qu'il faut précisément encourager à tout prix et qui marque le tournant de la période, c'est-à-dire l'apparition de conditions propices dans un bref délai à la coordination et la centralisation des CT, CM et AP, contre toute réanimation, même par l'intermédiaire des organisations ouvrières réformistes, des structures agonisantes de l'Etat bourgeois délabré, comme l'Assemblée Constituante.

# 7

## l'accord entre le P.C.P. et l'extrême-gauche

La signature de l'accord entre le PCP et les organisations d'extrême-gauche, témoigne d'une transformation décisive du rapport de forces entre les révolutionnaires et les réformistes dans la classe ouvrière qui contraint les dirigeants staliniens à chercher par l'intermédiaire des organisations d'extrême-gauche l'alliance avec la force nouvelle du mouvement de masse autonome dont les prolongements se font sentir dans la rue.

Cet accord entre organisations ouvrières qu'il était juste de rechercher n'est ni un Front Populaire avec des organisations bourgeoises, ni une plate-forme gouvernementale de collaboration de classe. La signature de cet accord est le produit d'une démarche opportuniste, car

a) il n'est pas conclu sur la base d'objectifs de lutte concrets (auto-défense, auto-organisation), qui puissent être compris et repris par la base du PS et aussi, en conjonction avec des propositions officielles adressées à la direction du PS, constituent une arme redoutable dans la construction du Front unique.

L'accord ne mentionne d'ailleurs aucune initiative en direction du PS.

b) Il avalise au contraire les points essentiels de l'orientation du PCP (soutien au gouvernement de collaboration de classe, et appel à l'unité du MFA, alors que celui-ci est justement déchiré par des polarisations de classe de plus en plus fortes en raison de l'offensive capitaliste et réactionnaire et de la contre-offensive ouvrière et populaire).

c) De la sorte l'accord a permis, provisoirement, à la direction stalinienne du PCP de se sortir d'un mauvais pas, en utilisant les organismes autonomes des travailleurs (notamment lors de la grande manifestation du 27 août) pour négocier un compromis favorable à ses positions au niveau de l'appareil d'Etat, du sixième gouvernement provisoire et du MFA.

Il a compromis les organisations révolutionnaires qui l'ont signé au moins pendant une période, avec une orientation de soutien peu critique au gouvernement et d'appui aux combinaisons internes du MFA pour maintenir une unité de façade, mise en cause par la radicalisation des travailleurs et des soldats.

Tout doit être fait pour l'approfondissement de la contre-offensive engagée par les travailleurs cet été. Les militants trotskistes ont une place de premier plan à y tenir, afin de transformer la situation pré-révolutionnaire au Portugal en crise révolutionnaire et de mettre à l'ordre du jour la prise du pouvoir par les travailleurs, conduits par un parti révolutionnaire, que la LCR aide par tous les moyens disponibles ses camarades de la LCI à construire.

# la seule

*plus que jamais la voie des solutions révolutionnaires, claires diverge de la voie de la collaboration et des replâtrages*



le 1<sup>er</sup> Mai à Lisbonne.

*Le cours des événements depuis une semaine au Portugal confirme le jugement que nous portions dans le dernier numéro de Rouge sur les bases politiques de constitution du « front révolutionnaire » entre le Parti communiste et la plupart des organisations d'extrême-gauche. Après le 20 août, pour des militants révolutionnaires, la situation était des plus favorables. Dans le cadre de la riposte à l'offensive de la réaction, tout un secteur du prolétariat portugais, notamment dans les bastions de la*

*Lisnave, de la Sidérurgie nationale... rassemblait ses forces et serrait les rangs autour de ses instruments : les Commissions de travailleurs. C'était le premier pas dans le sens d'une réponse de classe à la crise chronique du gouvernement. Il devenait possible d'envisager un Congrès national des Commissions de travailleurs, de « moradores », de soldats, réuni à l'appel des commissions d'entreprises parmi les plus représentatives.*

■ Au lieu de s'engager résolument dans cette voie la plate-forme du Front entre le PCP et l'extrême-gauche visait à canaliser cette force naissante sur la gauche du PC en vue de négocier un nouveau compromis gouvernemental. Cette opération que nous avons dénoncée sur-le-champ s'est concrétisée lors de la manifestation convoquée par le Front le 27 août : le PCP l'a conçue et organisée avant tout comme une démonstration de force et de soutien au gouvernement Vasco. De façon si grossière que le PRP-BR (une des organisations signataires), se sentant floué, a même quitté les rangs du cortège.

Il en résulte aujourd'hui une situation plus difficile pour les militants révolutionnaires. Les travailleurs qui se détachaient des combinaisons réformistes et tournaient les yeux vers la voie révolutionnaire, au lieu de rencontrer des organisations leur proposant une claire perspective de rechange et mettant à l'ordre du jour les mesures radicales que la situation réclame, ont trouvé un ensemble de groupes prêts à se jeter dans les bras du PCP et à lui servir de caution dans une passe difficile.

## LA DOUBLE OFFENSIVE DE SOARES

La manœuvre s'est déroulée comme à la parade. Après avoir fait monter les enchères en s'appuyant sur l'extrême-gauche, le PCP est revenu à ses

propositions d'ouverture tous azimuts et de gouvernement de coalition. Il en est sorti une nouvelle tentative de replâtrage : un sixième gouvernement provisoire présidé par l'amiral Pinheiro de Azevedo, et le passage de Vasco Gonçalves à la tête de l'armée.

A présent le parti socialiste se sent en position de force et développe son offensive sur deux fronts, syndical et militaire, tandis que le PPD lui-même regagne en arrogance, ses dirigeants historiques comme Sá Carneiro allant jusqu'à envisager l'éviction pure et simple du PCP.

**Sur le plan syndical**, le PCP vient encore de perdre la direction de deux syndicats importants, regroupant à eux deux près de 100.000 syndiqués : le syndicat des employés de bureau de Lisbonne, et celui des employés de banque de la région Sud. Dans le premier, qui compte 80.000 adhérents, une liste PS-MRPP l'a emporté avec 70% des suffrages; dans le second, une liste PS-MRPP à nouveau l'a emporté avec plus de 60% des suffrages, face à une liste du PCP et à une liste animée par le MES. Même si ces résultats sont obtenus sur la base d'un pourcentage réduit de votants, ils sont d'autant plus graves pour le PCP qu'il vient aussi de perdre la direction du syndicat des journalistes (dont on mesure l'importance pour le PCP) au profit d'une liste PS-MRPP fortement influencée par le MRPP.

**Sur le plan du MFA**, la bataille préparatoire à la prochaine assemblée du MFA est engagée. Les uns

# ISSUE

et énergiques,  
gouvernementaux.

après les autres, les chefs de l'Etat-Major se prononcent contre la nomination de Vasco Gonçalves. Mais surtout le groupe Melo Antunes exige la réélection des représentants à l'Assemblée du MFA avant sa prochaine réunion, faute de quoi un corps d'armée entier comme l'armée de terre refuserait peut-être d'y participer. Sur les 240 membres de l'actuelle assemblée, 38 seulement ont été élus, la plupart des autres ont été cooptés par les cabinets de dynamisation dans la nuit du 11 au 12 mars. Le PCP y jouit jusqu'à présent d'une influence majoritaire, et c'est sur ce point que repose toute sa politique. Or l'opération contre ses alliés a commencé. Varela Gomes a été écarté de ses responsabilités dans l'armée de terre. En revanche, à Villa Real, dans le Nord, une assemblée de garnison a refusé le déplacement de 7 officiers réclamé par le commandant.

A cette offensive du PS et du PPD, il faudrait ajouter la réaffirmation par le gouvernement de ses prérogatives en Angola jusqu'au 11 novembre, date choisie pour la proclamation de l'indépendance.

## JETER LES BASES DE LA CONTRE-OFFENSIVE

En recul dans le syndicat, sur le point de voir s'effondrer la clé de voûte de sa politique (le contrôle de la majorité du MFA), le PCP risque de payer très cher ses zig-zags de ces dernières semaines. Il semble que de nombreux militants, à la Lisnave comme à la sidérurgie nationale aient déjà rendu leur carte; et la direction elle-même paraît secouée par un débat de bilan houleux. Il est certain en tout cas que le MDP, généralement considéré comme le « PC N° 2 », comme l'ombre portée du PCP, voire comme sa créature pure et simple, au lieu de suivre le PCP, est demeuré dans le front des organisations d'extrême-gauche avec le MES, le FSP, la LCI, la LUAR, le PRP-BR. Il a même signé deux clauses de la nouvelle plate-forme: : l'une condamnant la nouvelle politique d'ouverture à droite du PCP, l'autre fixant au centre des tâches la construction et le développement des comités. Le MDP a seulement rejeté les points qui excluent explicitement le PCP du Front.

Plus que jamais, la voie des solutions révolutionnaires, claires et énergiques, diverge de la voie

de la collaboration et des replâtrages gouvernementaux. Plus que jamais ce qui est à l'ordre du jour, c'est le contrôle national des travailleurs sur la production, c'est l'instauration du monopole sur le commerce extérieur, c'est la mise sur pied d'un plan d'ensemble de production et de reconversion de l'économie, démocratiquement discuté par les travailleurs, c'est l'armement des organisations et organismes ouvriers préventivement à toute nouvelle tentative réactionnaire. Mais la prise en charge de ces tâches passe par la coordination et la centralisation des commissions de travailleurs, d'habitants, de soldats, au sein desquelles doit se forger l'unité la plus ferme du front de classe. Il est aussi nécessaire d'avancer les mesures adéquates pour neutraliser l'utilisation par la réaction des couches notamment des petits propriétaires terriens du Nord: soutien sélectif des prix, moratoire des dettes, crédits, nationalisation des circuits de distribution et liaison directe entre producteurs et consommateurs.

Enfin, il faut tenir en échec l'offensive de normalisation au sein de l'armée. Les partisans de Melo Antunes veulent se parer du drapeau de la démocratie pour exiger la réélection des délégués à l'Assemblée du MFA; mais cela se limite à faire élire des officiers par des officiers. Sur le terrain de la démocratie, les militants révolutionnaires peuvent aller beaucoup plus loin, exiger des mesures autrement radicales: par exemple que les délégués soient élus par l'ensemble des soldats, au besoin par collèges, en assurant la majorité absolue aux soldats du rang qui sont l'écrasante majorité, et que les officiers eux-mêmes ne soient plus nommés, mais élus par la troupe.

Ce ne sont là que de grandes lignes. Mais pour s'engager sur cette voie, il serait catastrophique de rejeter l'un après l'autre les partis réformistes, comme semblent le faire les communiqués du front de l'extrême-gauche: le PS dans un premier temps, et maintenant le PC. Ce qu'il faut discuter et défendre fermement ce sont les bases d'une plate-forme de lutte de classe apportant des solutions révolutionnaires à la mesure de la gravité de la situation. Mais sur la base d'une telle plate-forme, loin de tourner le dos aux organisations réformistes, il faut s'adresser à elles et à leurs militants pour tirer publiquement le bilan d'orientations et de pratiques qui mènent à la division et à l'impasse.

le 3 septembre  
D.B.

## soutenir la révolution portugaise

■ Des millions de travailleurs ont aujourd'hui les yeux tournés vers le Portugal. Beaucoup se rendent compte des conséquences qu'aurait en Europe une victoire du socialisme au Portugal. La bourgeoisie l'a parfaitement compris en essayant d'asphyxier économiquement le Portugal, et en développant partout une campagne d'hystérie anti-communiste.

Dans une telle période, la solidarité internationale des travailleurs est une nécessité absolue, si l'on veut éviter que le Portugal ne devienne le Chili de l'Europe.

Il s'agit en premier lieu de populariser partout les premiers acquis de la classe ouvrière portugaise et notamment l'expérience exemplaire des comités de travailleurs, de soldats et de paysans, base du futur pouvoir des travailleurs. Il s'agit de s'opposer à toutes les manœuvres de la bourgeoisie française et internationale, qui n'ont qu'un but: stopper le processus révolutionnaire et qui disposent pour ce faire de moyens puissants, notamment l'OTAN. Il s'agit enfin de défendre tous les militants, toutes les organisations ouvrières portugaises victimes des attaques de la réaction.

Sur ces bases, l'unité d'action la plus large possible des différents courants du mouvement ouvrier français est possible. Des discussions sont en cours en vue de créer dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les facultés des comités de soutien à la révolution portugaise. Les débats politiques qui ne manqueront pas de surgir au sein de ces comités à propos d'une des expériences révolutionnaires les plus riches que le mouvement ouvrier ait connu aideront considérablement les travailleurs français dans leur lutte ici contre le régime capitaliste.

Il ne fait aucun doute que ce sont des milliers de travailleurs qui sont prêts aujourd'hui à venir discuter de la révolution portugaise dans ces comités et à combattre pour sa victoire. Les militants révolutionnaires ne failliront pas à leurs tâches internationalistes. Pourtant ils aideront à la création de ces comités et s'adresseront pour cela à toutes les organisations du mouvement ouvrier pour qu'elles favorisent leur création sans pour autant les cartelliser.

Simonet-Fotolib à Lisbonne, en avril 75, manifestation de soutien aux nationalisations.

Rouge 312 p. 15



## déclaration commune du PSU et de la LCR

Le PSU et la LCR se sont rencontrés pour examiner le développement de la situation au Portugal. Ils se félicitent des rapports unitaires qui existent aujourd'hui entre différentes organisations révolutionnaires et le PCP, indépendamment des jugements qu'ils peuvent porter sur le contenu de l'accord réalisé.

Face à la réaction nationale et internationale qui menace de plus en plus la révolution portugaise, le PSU et la LCR souhaitent que se réalise en France l'unité d'action sans exclusive de toutes les forces du mouvement ouvrier pour développer une vaste campagne de solidarité avec le peuple portugais en lutte pour le socialisme. Dans sa marche au socialisme, l'un des principaux obstacles que rencontre la classe ouvrière, c'est la division de ses organisations : la direction du psp, fidèle à la social-démocratie européenne, s'efforce de bloquer le processus révolutionnaire en cours. Cette division a été alimentée par la politique sectaire et bureaucratique de la direction du PCP.

Du processus révolutionnaire portugais émergent des centaines de comités populaires de soldats, d'ouvriers et de paysans à travers lesquels commence à s'affirmer un nouveau pouvoir, celui des travailleurs. C'est par le développement et la coordination de ces comités que pourra se construire une société socialiste.

Dans ce cadre de démocratie ouvrière doit se réaliser l'unité de tous les partis et organisations de la classe ouvrière pour la victoire du socialisme.

La LCR et le PSU souhaitent que l'ensemble des organisations ouvrières françaises s'adressent aux organisations ouvrières portugaises pour envisager avec elles les formes que peut prendre le soutien des travailleurs français à la révolution portugaise.

Parti Socialiste Unifié  
Ligue Communiste  
Révolutionnaire  
Paris, le 29 août 1975

### Anachronisme

**L** E P.S.U. s'est joint à la Ligue communiste du trotskyste Krivine pour se féliciter « des rapports unitaires qui existent entre différentes organisations révolutionnaires et le Parti Communiste Portugais ».

*Les deux signataires de ce communiqué souhaitent que « se réalise en France » une telle « unité d'action sans exclusive ». En somme, ils réclament du Parti Communiste Français un accord d'unité avec les groupes gauchistes et trotskystes divers.*

*Trotskystes et P.S.U. font fausse route. D'abord parce que leur « satisfaction » est anachronique : le 28 août, le P.C.P. avait noté que le « Front Unitaire Révolutionnaire » était doté d'un secrétariat « provisoire » et que des difficultés apparaissaient à propos des mots d'ordre... Et hier (voir par ailleurs la correspondance d'Henri Alleg), le P.C.P. a fait savoir qu'il s'était retiré de ce secrétariat provisoire en constatant l'« incapacité » de certaines organisations à faire un « minimum de travail unitaire ».*

*Les félicitations de Krivine et du P.S.U. sont donc anachroniques. Rien d'étonnant d'ailleurs, car dans leur même communiqué ils accusent vulgairement le P.C.P. de sectarisme et de bureaucratie.*

*Quant au souhait des trotskystes de Krivine de voir se réaliser « l'unité d'action sans exclusive » avec eux, elle est toute aussi incongrue.*

*En France, une originalité du mouvement ouvrier est que le courant révolutionnaire léniniste a isolé puis battu le trotskysme et généralement toutes les variétés du réformisme gauchiste. A cela, une raison parmi d'autres : d'expérience, de longue expérience, les ouvriers de notre pays ont rejeté l'infantilisme politique du gauchisme.*

*Ces victoires ne font pas l'affaire de Krivine et de ses amis qui végètent dans un obscur isolement. Ils voudraient en sortir. Qu'ils ne comptent pas sur le P.C.F. pour les y aider !*

## dans « L'Humanité »

base de désaccords politiques, parce que l'extrême-gauche refusait de servir de force d'appui au PCP pour négocier la répartition des fauteuils ministériels dans un nouveau gouvernement de coalition et de collaboration de classe (nous nous en expliquons dans ce même numéro de Rouge). Mais pour le PCF, c'est de toute autre chose qu'il s'agit : d'une exclusive de principe contre les groupes révolutionnaires. Une telle position, réaffirmée aussi clairement aujourd'hui, ne peut que faire douter de la sincérité du PCF lorsqu'il s'engage à respecter le pluralisme dans le cadre de la démocratie avancée. Ce respect sera-t-il limité aux radicaux et aux gaullistes « de gauche », à l'exclusion des courants révolutionnaires du mouvement ouvrier ? Le parti communiste français est « contre l'unité d'action sans exclusives » même lorsque l'action est justifiée. Nous prenons acte.

3) La position du PCF paraît d'autant plus grave et choquante aujourd'hui que l'article de l'Humanité ne recourt pas aux procédés policiers habituels de la polémique anti-trotskyste. Nous ne sommes plus des hitléro-trotskystes, et pas même des agents de la CIA. Nous sommes devenus plus simplement « une variété du réformisme gauchiste » isolé et battu par « le courant léniniste du mouvement ouvrier » que le PC prétend représenter. Passons sur cette usurpation. Il demeure que le trotskysme est traité comme un courant minoritaire au sein du mouvement ouvrier. L'aveu est de taille : le PCF préfère donc l'unité d'action, voire de programme avec les bourgeois radicaux et l'UJP qu'avec certains courants du mouvement ouvrier. De cela aussi, prenons acte.

4) L'article de l'Huma vient à point pour éclairer des incidents récents. Ainsi, parlant de la manifestation du samedi 30 août à Oberkampf, l'Huma la qualifiait de « contre-manifestation », sous prétexte que le PCF avait convoqué sa propre manifestation le même jour à la même heure à Georges V. L'article oubliait seulement de préciser que la manifestation d'Oberkampf était appelée depuis trois jours, alors que le PC n'a lancé son appel que le matin même dans l'Huma du 30 août. Comme pour nous, c'est la nécessité et l'efficacité des mobilisations qui priment, nous réitérons au PCF et à l'ensemble des forces du mouvement ouvrier nos propositions d'action unitaire, qu'il s'agisse de sauver Garmendia et Otaegui ou de défendre et soutenir la révolution portugaise.

5) Pour justifier son attitude sectaire, le PC invoque « l'originalité du mouvement ouvrier français » face au mouvement ouvrier portugais. Piètre argument. Et l'Humanité titre « Anachronisme » sa réponse, sous prétexte que le front est déjà rompu au Portugal. Mais parallèlement, le Parti communiste espagnol signe en commun avec les organisations d'extrême-gauche, dont nos camarades de la LCR-ETA(VI), trotskystes eux aussi, l'appel unitaire à la grève générale du 28 août en Euskadi... Décidément, s'il y a quelque chose d'anachronique aujourd'hui, c'est le stalinisme endurci dont le parti communiste français tient à rester le fidèle champion.

## ANACHRONISMES

■ La réponse embarrassée de l'Humanité au communiqué commun du PSU et de la LCR appelle plusieurs remarques.

1) D'abord, il a fallu cette éponse pour que les lecteurs de l'Huma apprennent que le Parti communiste portugais avait constitué un front avec des organisations d'extrême-gauche, dont la Ligue communiste internationaliste (IV<sup>e</sup> Internationale). Jusqu'à présent l'Huma parlait de « mouvements de gauche minoritaires » sans les citer. Mais les militants du PCF n'avaient pas été davantage informés, avant la constitution du Front, des actions unitaires entre le PCP et les groupes révolutionnaires portugais ; pour n'en citer qu'un exemple : la grève générale de Porto, le 11 mars, en riposte à la tentative de coup d'Etat, était appelée en commun par le PCP, le MDP, le MES et la LCI qui prirent la parole au meeting central.

L'Humanité parle d'anachronisme parce que l'accord entre le PCP et l'extrême-gauche a été rompu. Il a été rompu en effet, sur la

Le 25 septembre 1975  
A la Mutualité,  
5 rue Saint Victor Paris 5ème

**MEETING  
DE LA L.C.R.  
la révolution  
en marche**



Les sionistes accusent Kissinger d'être un « Killinger » pour Israël (de Killer : tueur).

## MOYEN-ORIENT

# LES ETATS-UNIS MAITRES DU JEU

**Les accords égypto-sionistes marquent une nouvelle étape dans la normalisation des relations des bourgeoisies du Moyen-Orient avec l'impérialisme.**

■ La guerre d'octobre 73 avait bouleversé les données politiques au Proche-Orient. L'Égypte a, par la suite reposé sur les seuls USA ses espoirs d'accord avec Israël. La Syrie s'engagea plus lentement dans cette voie, et l'OLP fit les pas nécessaires à la rencontre de la solution pacifique. Enfin, la réaction se généralisa contre la montée de la révolution arabe dans cette région : la gauche libanaise et la résistance palestinienne devinrent ensemble la cible déclarée des attaques de la contre-révolution arabe et du sionisme.

L'évolution politique de l'Égypte est déjà amorcée depuis longtemps : le capitalisme d'Etat nassérien était dans l'impasse. L'échec de la réforme agraire, de l'industrialisation, de la guerre de Juin 67 composent le bilan.

Dans un tel marasme économique, une pareille impasse politico-militaire, la bourgeoisie égyptienne a choisi la seule voie qui s'accordait avec la défense et le développement de ses intérêts : la décision du resserrement des liens avec l'impérialisme, du réamorçage de la privatisation de l'économie en sont les traits dominants.

La condition de cette entreprise était et demeure encore une « dénasérisation » en profondeur de l'Égypte, et le risque encouru pour les

gouvernants actuels était la résistance de secteurs entiers des masses, dont une partie importante de la jeunesse.

La guerre d'octobre permit à la bourgeoisie égyptienne de camoufler cette réorientation en faveur de l'impérialisme US, derrière la « victoire nationale ».

L'impérialisme a aidé cette politique car elle lui permettait enfin de reconquérir une position de domination sans partage dans toute la région. Cela lui permettait aussi d'œuvrer à la stabilisation de la situation dans la région par l'imposition de fait de la reconnaissance des frontières d'Israël, et donc de l'Etat sioniste proprement dit.

L'autre volet de cette politique est une solution à la question palestinienne acceptable par les intéressés dans la région et l'hypothèse d'un Etat localisé dans l'actuelle Cisjordanie et dans la bande de Gaza demeure plausible (bien que conjoncturellement remise en cause par la diplomatie des petits pas acceptée par Sadate).

Cet ensemble de données nouvelles modifie le rôle d'Israël dans la région et surtout implique une limitation de sa politique expansionniste, contradictoire aux intérêts devenus communs dans la région à l'impérialisme US, aux régimes réactionnaires arabes et à Israël même

du fait de son existence liée à l'impérialisme.

Israël agent principal de la répression du mouvement des masses dans la région, pion essentiel de l'impérialisme durant un quart de siècle demeure néanmoins le protecteur ultime du système impérialiste quand bien même la marge de manœuvre des sionistes diminue. La pression exercée par les Etats Unis sur l'Etat sioniste a provoqué des tiraillements intérieurs à la société sioniste qui se sont soldés par des explosions de violence à l'initiative de l'extrême-droite fanatique et religieuse. Cette explosion (due à la politique intransigeante depuis 1969 de la direction sioniste quant au sort des territoires occupés) manifeste les contradictions internes de la société sioniste, en ce sens qu'il est difficile de faire avaler aux sionistes les plus militants à la fois une politique de conciliation avec l'Égypte et en même temps abaisser le niveau de vie du pays pour des raisons de production d'armements assurant la sécurité d'Israël. C'est aussi pour cela que les américains ont décidé sur demande de Kissinger un octroi de 3 milliards de dollars au gouvernement sioniste. La perte pour Israël des puits de pétrole d'Abou Rodeiss dans le Sinai, qui fournissaient la plus grande partie de la consommation de pétrole à bon compte,

sera réparée par les américains qui construiront en Israël des réservoirs souterrains contenant l'équivalent d'une année de consommation ; ils livreront des armes très sophistiquées et installeront des techniciens militaires américains pour contrôler le fonctionnement des radars mis en place par les israéliens sur les cols stratégiques du Sinai depuis sa conquête de juin 1967.

L'OLP a suivi son évolution un cours quelque peu parallèle à celui de l'Égypte. Après septembre 70 et l'écrasement de la résistance palestinienne en Jordanie s'est opéré peu à peu un glissement politique : de la libération totale de la Palestine (c'est à dire la destruction de l'Etat sioniste), on est passé à une politique de conciliation dont l'enjeu est l'Etat palestinien, objectif plus seyant à l'appareil d'Etat sans Etat qu'est devenue l'OLP/Fatah. C'est aussi l'expression concrète, politique et matérielle, de la bureaucratie sociale qui a pris peu à peu possession du Fatah. Cela est manifesté par la répression politique intérieure entreprise par le rasd, police politique intérieure, la répression contre des militants du « front du refus ».

Le FDPLP s'est aligné de plus en plus systématiquement sur la bureaucratie soviétique et les PC dans la région. Son projet politique est clair : devenir le nouveau PC palestinien en fusionnant avec le PC des territoires occupés depuis 1967.

Face à cette évolution, le FPLP a évolué vers des positions plus radicales, insistant sur la création d'un parti révolutionnaire dans l'ensemble de la région, pour une Palestine socialiste, contre la solution pacifique. Si le FPLP est actuellement l'expression organisée de cette gauche politique au sein du « Front du refus » qui regroupe aussi le FPLP-Commandement général et le Front de libération arabe (FLA d'obédience irakienne), le refus du mini-Etat palestinien trouve un large écho dans les camps palestiniens.

La population déracinée des camps sait qu'elle n'a rien à gagner à la création d'un Etat croupion. La poursuite de la lutte contre l'Etat sioniste est la meilleure garantie de revoir un jour la terre d'où elle fut chassée.

L'idée du « refus » traverse la base de toutes les organisations de l'OLP, rendant difficile une répression directe et avouée de l'appareil du Fath contre le FPLP.

Mais cette répression est désormais à l'ordre du jour des Etats et des directions bourgeoises dans la région et a commencé à frapper durement des militants d'avant-garde tant au Liban, en Syrie, en Égypte qu'au sein de la Résistance palestinienne. Pour les Etats réactionnaires arabes, la mise en place de la « pax americana » passe par l'écrasement du mouvement de masse et de son avant-garde organisée.

# NOTES INTERNATIONALES



## CHILI

**11 septembre 73  
11 septembre 75**

Il y a deux ans, les militaires prenaient le pouvoir au Chili.

Deux années de répression sanglante, de terreur, de faim et de misère pour le peuple chilien. C'est par dizaines de milliers que se comptent les morts, les disparus, les emprisonnés. C'est par centaines de milliers que se comptent les sans travail et les affamés.

Notre solidarité envers toutes les victimes de cette barbarie fasciste ne doit pas se relâcher !

Notre soutien aux travailleurs en lutte contre la Junte chilienne ne doit pas faire défaut ! l'anniversaire du coup d'Etat doit être une nouvelle occasion de se mobiliser, de relancer la solidarité pour les mois à venir.

**TOUS, LE JEUDI 11 SEPTEMBRE  
A 20 H 30  
A LA MUTUALITE**

au meeting du Comité de soutien à la Lutte révolutionnaire du Peuple chilien.

(Avec la participation de représentants de la gauche chilienne à Paris).

## AFRIQUE DU SUD GISCARD TRAFIQUANT D'ARMES

● Plus d'armes pour l'Afrique du Sud! C'est Giscard qui le dit, répétant ainsi ses propos de la campagne électorale de 1974. Mais, entre les déclarations d'intention et les actes, se sont écoulés les mois nécessaires pour honorer quelques contrats en cours, et entreprendre sur place la fabrication d'armes sous licence!

Les déclarations de Giscard n'ont ému personne à Pretoria; et maintenant on appelle les investisseurs français

à travailler au développement de l'infrastructure routière et des télécommunications. Cet Etat aujourd'hui bien armé fait un virage diplomatique, s'ouvrant au « dialogue » avec les autres directions bourgeoises africaines. Il va de soi que nous dénonçons la fabrication des armes et la réalisation ddes contrats en cours; il va de soi également que nous exigeons de l'impérialisme français qu'il cesse ses investissements en Afrique du Sud.

Terminons cette note sur les conséquences inattendues du rapprochement franco-sud africain; lors de sa récente investiture, la Président sud-africain déclara vouloir se rapprocher de la population (blanche évidemment) et envisagea d'aller dîner dans des familles sud-africaines. Comme un phénomène de mimétisme...

Gabriel

## ZAIRE

### L'IMPERIALISME FRANÇAIS SE PLACE

● Cette année, Giscard s'est rendu quatre fois en Afrique, se faisant l'apôtre du « *nouvel ordre économique international* ». Les bourgeoisies africaines, inspirées par l'affaire de l'OPEP ont fait sentir leur intention d'élever le prix de leur rôle contre-révolutionnaire; leurs revendications se sont exprimées notamment à la conférence de Dakar sur les matières premières et à celle des pays non alignés à Lima.

L'impérialisme français, bien placé en Afrique, a soutenu une bonne part de ces revendications, notamment sur les stocks régulateurs, le soutien des cours et l'industrialisation. Appelant à une association triangulaire entre « l'infrastructure africaine », les capitaux pétroliers et la technicité française, Giscard manoeuvrait sur le terrain de la concurrence inter-impérialiste.

Dans le domaine des investissements, le Zaïre est décidément par sa situation géographique, ses ressources et la stabilité relative du régime Mobutu, un terrain privilégié. Bien que modestes par rapport à ceux des Belges et des Américains, les investissements français au Zaïre ont toutes les chances de faire un bond dans le cours des prochaines années. des projets s'établissent concernant un réseau de télécommunication par satellite pour la télévision, le développement de l'industrie agro-alimentaire et l'organisation d'une conférence sur le cuivre (le Zaïre est l'un des grands producteurs mondiaux) avec le soutien français. En échange, Giscard tente d'obtenir une position de force en Afrique centrale.

Mobutu, l'homme fort de la région, promoteur des intérêts américains dans son pays, peut certainement intervenir en faveur des intérêts de l'impérialisme français vers l'Angola. C'est que Mobutu contrôle le FNLA et dispose de quelques pouvoirs sur l'enclave de Cabinda où ELF-ERAP ont déjà des concessions importantes. Le voyage de Giscard au Zaïre était donc de la plus haute importance.

Mais quelle rigolade d'entendre Giscard et Mobutu parler comme deux Tartuffes d'anti-impérialisme et « d'authenticité africaine ».

Gabriel

## LIBAN

meeting  
pour les militants  
égyptiens  
emprisonnés

● Au Liban, les premières ripostes ont eu lieu contre les arrestations de 20 militants accusés d'appartenir à la Ligue Internationaliste d'Egypte. Dans un quartier populaire de Beyrouth (Chiah), un meeting unitaire a regroupé 500 personnes. Plusieurs interventions ont eu lieu (Front Populaire pour la Libération de glia Palestine, FPLP, Commandement Général, Groupe Communiste révolutionnaire). Le comité du quartier a également participé. Une militante révolutionnaire a salué le combat des femmes qui ont été arrêtées par le régime de Sadate.

Une pétition que nous reproduirons ultérieurement recueille de nombreuses signatures de journalistes, avocats, enseignants, etc... pour la libération immédiate des emprisonnés.

ANGOLA

ANGOLA

CONTRE

en  
lutte

juin 75

n°16

janvier 76, chaque jour dans les luttes,

# ROUGE quotidien

journal d'action communiste

Tous à Paris

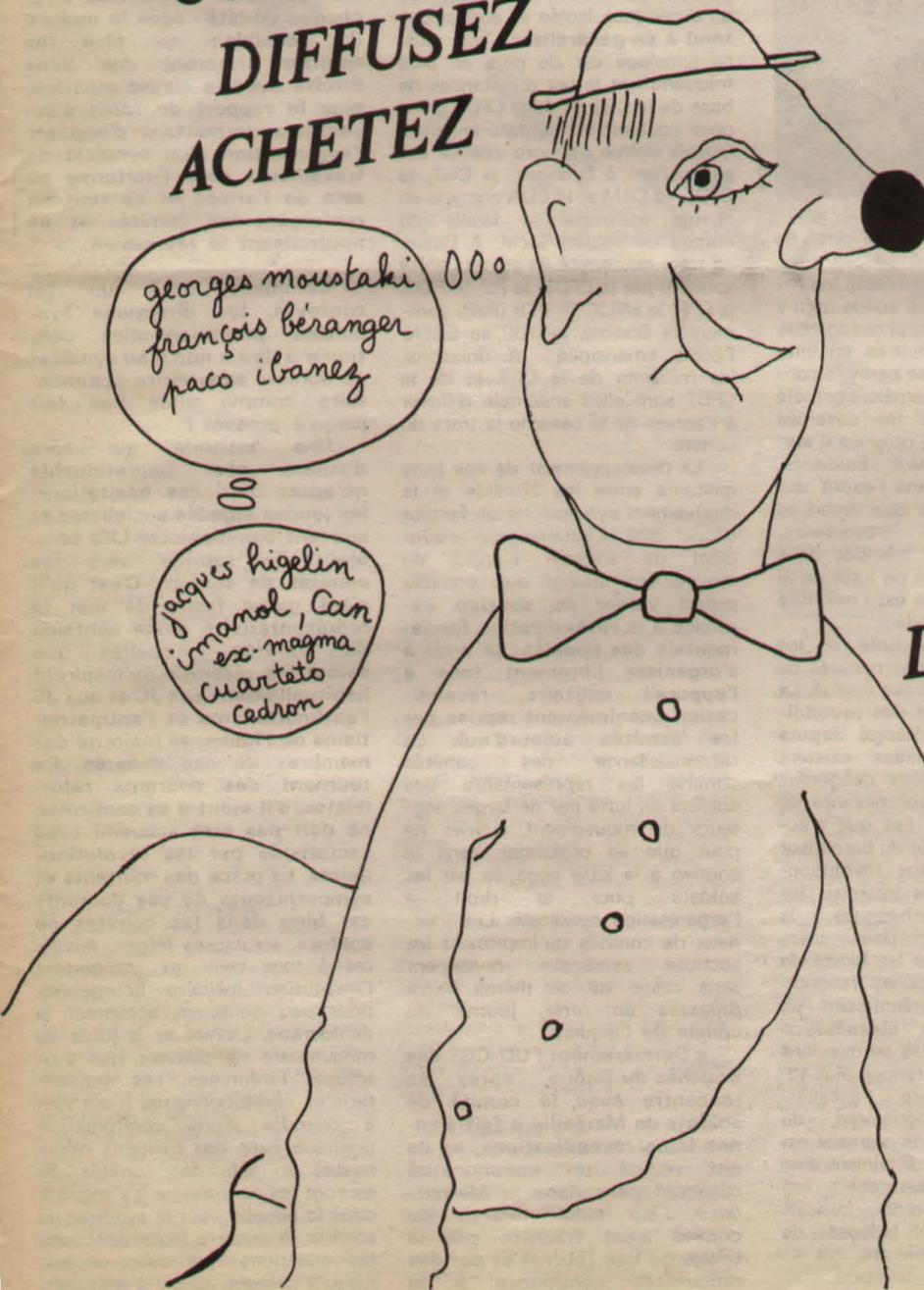
18/19 octobre, Halles de la Villette

## DES MAINTENANT

COMMANDEZ  
DIFFUSEZ  
ACHETEZ

georges moustaki  
françois beranger  
paco ibanez

jacques higelin  
imanol, Cam  
ex-magma  
Cuarteto  
cedron



A PARIS : Elles sont prêtes par carnet de 10 vignettes au local de la L.C.R., 10 impasse Guéméné, Paris IV<sup>e</sup>.

Chaque vignette vaut 30 F, prix d'entrée pour les deux jours. En achetant à l'avance, vous y gagnez : sur place, le jour même, le prix d'entrée sera de 20 F par jour. C'est cher : mais le spectacle, la fête exigent de lourds investissements et, répétons-le, tous les bénéfices vont au quotidien.

EN PROVINCE : Les villes, les régions, les fédérations qui prendront des initiatives financières (tenue de stands, ventes diverses) et opéreront des bénéfices pourront largement auto-subventionner leurs voyages en car. Il apparaît ainsi que tous ceux qui viendraient de province en achetant dès maintenant leurs billets auprès des militants et en s'inscrivant dès maintenant pour les places de car, pourront ne payer en tout et pour tout que la somme modique de 30 F pour leur séjour (entrée + voyage) à Paris. Une seule condition : qu'ils participent au succès de l'initiative financière de leur ville d'origine : sinon, évidemment, en l'absence de ce gain, le prix du voyage augmentera, selon la distance et le prix des cars loués. Les villes qui entendent utiliser à fond ce système d'auto-financement et donc emmener le maximum de participants, doivent dès maintenant retenir l'un des 200 stands qui seront aménagés.

Lecteurs, renseignez-vous immédiatement sur les lieux et les horaires de départ des cars les 17 et 18 octobre auprès des militants dans chaque ville.

LES VIGNETTES  
POUR  
LA FETE  
DE ROUGE

Keith tippett band  
(julie driscoll)  
frenchies, lard free,  
théâtre du chaudron,  
fam fouille d'orkans

et les autres...

# LES COMITES, LE SYNDICAT ...

Il y a un an, la manifestation de Draguignan, un énorme bond dans la lutte des soldats.



Le journal fasciste *Initiative* s'inquiète. Il publie dans un récent numéro une « carte » des comités de soldats. Les renseignements fournis aux fascistes par quelque fonctionnaire de la Sécurité militaire sont très approximatifs, mais ils font ressortir l'essentiel : **la progression des comités dans la dernière période.** Beaucoup de « nouveaux-nés » parmi ceux-ci et qui se sont faits connaître en publiant leur premier journal : *Ras le vase* au 67<sup>e</sup> RI de Soissons, *Bidasses en lutte* au camp de Canjuers, *la Fourragère rouge* au 61<sup>e</sup> RA de Rouen, *L'armée c'est plus ce que c'était* au CISS de Nantes, *les Dragons violent rouge* au 1<sup>er</sup> RGT de Dragons de Lure et d'autres encore...

Ainsi les choses ne se passent pas exactement comme l'avaient envisagé Bourges et Bigeard au printemps. Les réformes n'ont pas même estompé la combativité des appelés. **Aucune** des revendications fondamentales de l'Appel des 100 n'a été satisfaite. **Dans son expression publique, dans ses formes d'organisation, du point de vue de son niveau de conscience global, le mouvement des soldats est en pleine progression, en pleine maturation.** Cela ne signifie pas que les réformes de Bigeard, notamment celles qui concernent la solde, les permissions, les transports n'aient eu aucun effet sur le contingent ; sans aucun doute, elles ont contribué à atténuer le caractère **explosif** de la combativité des appelés : l'heure n'est plus où les manifestations de rue apparaissaient aux soldats comme le seul moyen de faire éclater le scan-

dale quotidien de leur vie de caserne.

Le mouvement a mûri. Il est incomparablement plus solide qu'il y a un an. La multiplication des comités exprime l'entrée en lutte de nouvelles couches parmi le contingent. Moins que jamais, l'activité antimilitariste dans les casernes n'est l'affaire d'une poignée d'agitateurs « spécialisés ». Etudiants, lycéens éduqués dans l'esprit des luttes universitaires des dernières années, jeunes travailleurs, militants syndicaux trempés dans les nouvelles formes de lutte de la classe ouvrière, telle est l'ossature des comités de soldats.

Les formes de lutte et les préoccupations de ces comités de plus en plus massifs ont évolué. **Le corps fondamental des revendications n'a pas changé depuis un an :** les brimades existent toujours, les exercices dangereux aussi, la pratique abrutissante du « crapahutage » n'a fait que s'accroître avec l'arrivée du baroudeur Bigeard, les journaux révolutionnaires sont toujours interdits, les permissions hypothétiques, la solde insuffisante pour vivre décemment et payer les billets de train. De plus certaines revendications prennent maintenant un relief nouveau : la libéralisation relative du régime des permissions a eu pour effet de rendre plus insupportables encore l'encasernement et l'éloignement du domicile ; la coupe de cheveux est aussi de plus en plus violemment contestée, notamment en Allemagne où les soldats français peuvent côtoyer les bidasses de quatre armées différentes qui ne subissent pas cette brimade.

Surtout, les derniers mois ont été marqués par le développement de la préoccupation de la jonction **entre les luttes des comités et celles du mouvement ouvrier.** Des résultats spectaculaires ont été enregistrés : le jumelage de comités avec des sections syndicales qui n'était au printemps qu'une expérience isolée et audacieuse tend à **se généraliser** ; bien plus, ce jumelage est de plus en plus fréquemment le fait d'instances de base de la CGT et de la CFDT unies pour soutenir les soldats en lutte. Parfois même l'accord réalisé est plus large : à Limoges, la CGT, la CFDT, le CAM et le CDA ont pris en charge ensemble la feuille du comité de soldats local. A Dinan, un tract du comité de soldats a été soutenu par la CFDT, le PS, le PSU, la LCR, le MRJC, le PCB (Parti communiste Breton), la JOC, le SGEN, l'Ecole Emancipée... A Soissons, les militants de la CGT et de la CFDT sont allés ensemble diffuser à l'entrée de la caserne le tract du comité.

Le développement de ces liens militants entre les comités et le mouvement syndical est un facteur décisif dans la bataille pour le syndicat de soldats. L'appui du mouvement ouvrier aux comités prend valeur de soutien explicite à la revendication fondamentale des appelés : **le droit à s'organiser librement face à l'appareil militaire, revendication unanimement reprise par les comités aujourd'hui.** La reconnaissance des comités comme les représentants des soldats en lutte par de larges secteurs du mouvement ouvrier ne peut que se prolonger dans le soutien à la lutte engagée par les soldats pour le droit à l'organisation syndicale. Les journaux de comités qu'impriment les sections syndicales reviennent sans cesse sur ce thème. Ainsi *Bidasses en lutte*, journal du comité de Canjuers :

**« Dernièrement l'UD-CGT des Bouches-du-Rhône, après sa rencontre avec le comité de soldats de Marseille a fait siennes leurs revendications, et ils ont rédigé un communiqué commun paru dans la *Marseillaise*. Leur aide vis-à-vis du comité s'est traduite par le tirage de leur journal et par des rencontres communes à la**

**Bourse du Travail où ils pourront se réunir et travailler en toute sécurité.**

« De même, le comité de soldats de Canjuers, après consultation, a obtenu le soutien des UL-CGT et CFDT de Draguignan. Ce genre de démarche doit être renouvelée pour chaque comité dans la mesure du possible ; car plus les comités tisseront des liens étroits avec la classe ouvrière, plus le rapport de force s'accroîtra permettant d'imposer l'organisation d'un syndicat de travailleurs sous l'uniforme au sein de l'armée et ce tout en renforçant les comités et en neutralisant la répression... »

Comment dans un tel contexte, les directions syndicales pourraient-elles continuer à dire « non » au syndicat de soldats sans autre commentaire comme elles l'ont fait jusqu'à présent ?

Une attitude qui sera d'autant plus impraticable qu'après bien des hésitations, les jeunes appelés socialistes et souvent communistes (JC) semblent se tourner vers les comités de soldats. C'est qu'il n'est guère facile de nier la représentativité d'une centaine de comités — quelles que soient les réserves qu'inspirent habituellement aux JC et aux JS l'antimilitarisme et l'antipatriotisme de l'immense majorité des membres de ces comités. Ce tournant des courants réformistes, s'il vient à se confirmer, ne doit pas être accueilli avec sectarisme par les révolutionnaires. La place des militants et sympathisants de ces courants est bien dans les comités de soldats, structures larges, ouvertes à tous ceux qui combattent l'institution militaire bourgeoise, pour peu qu'ils en acceptent la démocratie. L'unité et la force du mouvement ne peuvent que s'en trouver renforcées. Les antimilitaristes révolutionnaires n'ont rien à craindre d'une confrontation politique avec des militants réformistes au sein des comités. Ils sauront les contraindre à s'engager dans la bataille pour le syndicat de soldats, à poser à leurs directions les questions que celles-ci ont, jusqu'à présent, réussi à esquiver.

# PAYSANS, OUVRIERS

# CONTRE L'EXTENSION du CAMP "POUR le DROIT AU TRAVAIL TOUS A

# FONTEVRAUD

les 6 et 7 sept 75  
Les Paysans de FONTEVRAUD  
Les Comités Fontevraud  
Larzac  
Les Comités Larzac  
de l'ouest

## les dernières parutions des Comités de soldats

Grenoble



Journal des comités de soldats  
des casernes de Grenoble.

Balma

## LE BALLON SE SOULEVE !

bulletin de  
comité de  
soldats



du 45<sup>e</sup>  
R.G.A. de  
balma  
(ballon)

Lorient

# COI ROUGE

MARINS DE LORIENT  
arsenal  
lann bicuhé  
école fusiliers

LES  
FAIS  
CIRCULER  
MAIS AVEC  
PRUDENCE

# TOUS LES QUINZE JOURS

## un instrument militant irremplaçable

chaque numéro : 3 Francs

Abonnement : 1 an, 70 F. Pour la France, chèques au  
nom de Pascal Henri. Adresse :  
S.I.E., 10 impasse Guéméné, 75004 Paris.

# imprecor

correspondance de presse internationale

## la récession et les perspectives de l'économie capitaliste internationale

bimensuel, n 27/28, 5 juin 1975

600b, 61E, 61S

### numéros parus pendant l'été :

● n° 30, 3 juillet 1975

- ITALIE, après le vote
- URSS, lettre des prisonniers politiques
- QUEBEC, contre les lois anti-ouvrières
- PORTUGAL, déclaration de la LCI

● n° 31, 17 juillet 1975

- ARGENTINE, nouvelle percée ouvrière
- INDE, l'état d'urgence
- ANGOLA, la révolution permanente...

● n° 32, 31 juillet 1975

- PORTUGAL, la crise
- INDOCHINE, la portée de la défaite US
- PEROU, la crise du régime militaire nationaliste
- ESPAGNE, appel des prisonniers politiques...

# FESTIVAL et festival

Est-il permis de dépenser 90 F pour pouvoir écouter un opéra de Verdi ? Le « match du siècle » serait-il entre Beethoven et Béranger ?

■ Depuis quelques années la France remplaçait la qualité musicale des « grands » festivals internationaux de musique (Wagner à Bayreuth, Mozart à Salzbourg...) par leur nombre. Particulièrement en plein air, dans le Sud où le climat permettait l'essor rapide de cette nouvelle mode : la festivalité. Plus une municipalité dont le territoire possédait un site remarquable, une salle « classée monument historique » qui n'organise désormais « son » festival de musique. Un prospectus précise pour 1975 : « Provence, terre des festivals : de mai à août, 35 festivals, 75 lieux et sites historiques, 650 manifestations ». Cela occasionne des dépenses mais cela rapporte aussi directement (recettes des spectacles : les prix ne sont pas bon marché) et indirectement (subventions au titre artistique et touristique, commerce, « obligation » de moderniser l'infrastructure touristique, hôtelière, l'équipement routier, téléphonique, etc.). C'est avec le « prestige » ce qui explique que les municipalités bourgeoises multiplient les festivals. Mais quand on voit le programme « culturel » des municipalités ouvrières au moins durant l'été (ne parlons pas pour l'instant des municipalités communistes de la région parisienne ou d'autres grandes métropoles urbaines avec leurs troupes théâtrales) : concours sportifs et jeux radio-phoniques pour millions de Dupont Lajoie... Il est tout à fait vrai que ces festivals sont dans l'immense majorité des cas, « plaqués » sur la ville ou le site concerné, au profit des amateurs-touristes-vacanciers et que la population indigène leur reste étrangère... sauf les commerçants qui profitent — et parfois massivement — de cet afflux soudain et bref de gens venus de loin et vite repartis. Deux industries florissantes à Orange en juillet-août avec des moyens de départ et des efforts très limités : tout ce qui est restauration et, pour placer son auguste séant sur la dure pierre romaine : des milliers de coussins (une idée pour une future souscription !).

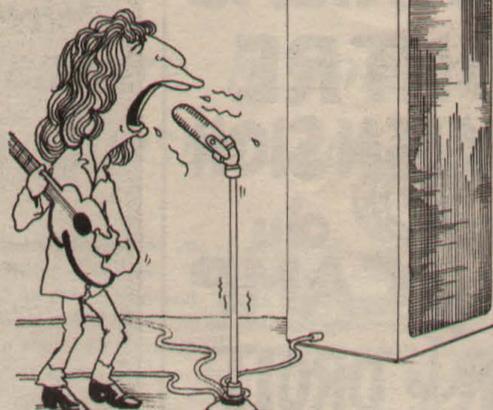
Mais en revanche, du point de vue artistique, il serait stupide

de nier que ces festivals permettent d'assister à des spectacles parfois remarquables. Je ne rentre pas ici dans la question de ce qui existera dans la société sans classe : il n'y aura plus d'« art » séparé de la vie quotidienne ? soit. Donc plus de « spectacle » auquel l'on « assiste » passivement — ou pas ? Dès aujourd'hui il est possible de faire « autre chose » ? Sans doute. Ce n'est pas ici du tout un article portant sur l'art, la musique de maintenant à la société communiste en passant par la société de transition. Non, beaucoup plus modestement, je demande s'il existe quelque principe ouvrier, prolétarien, communiste, révolutionnaire que ce soit qui puisse n'empêcher de goûter un plaisir intense à voir et entendre une fois dans l'année, dans un cadre naturel admirable, une superbe représentation d'un opéra de Verdi ? Le public autour de moi était essentiellement bourgeois ? Oui. J'ai payé mon billet 90 F — en période de souscription ! — ? Oui. J'ai « avoué » sans honte ma profonde joie que ceci n'atténue pas tant il est vrai que « l'homme ne vit pas seulement de politique » (Trotsky — Problèmes de la vie quotidienne) ; qu'il ne peut en être autrement aujourd'hui et que c'est d'ailleurs partiellement la conscience de devoir changer cet aspect de la société bourgeoise qui motive mon militantisme révolutionnaire... auquel je consacre l'essentiel de mon temps et de mes forces.

Pour ou contre les « festivals populaires » ?

L'article paru dans Rouge 309 sur le « festival populaire de Gourdon » est un chef-d'œuvre d'ambiguïté. Il laisse la porte ouverte à toutes les conceptions — étrangères à notre mouvement — sur culture bourgeoise/culture prolétarienne et à toutes les naïvetés et illusions démagogiques sur l'« expression populaire ».

Dénoncer ce festival « joujou de luxe et vaste opération de prestige » organisé par un



« colonel ex-parachutiste » et « venu de Paris » au profit de « mélomanes parmi lesquels Mme Giscard et la reine du Danemark » et autres « milliardaires américains » au sein desquels se recrutent forcément, sans doute, les admirateurs de la Callas ? Ouais... Vouloir « arracher le spectacle au parterre de notables » serait déjà plus intéressant et fort louable si les camarades ne s'arrangeaient pas pour faire passer sous cette bonne intention dont leur enfer est pavé, apparemment, deux idées tout à fait fausses.

Il s'agit, nous dit-on, de lutter contre le fait que « le Lot ouvre ses portes aux têtes couronnées mais ferme ses usines aux travailleurs », contre « la politique de classe de la municipalité de Gourdon ». Dit comme ça, ça sonne très révolutionnaire. Mais concrètement, que donne le programme du contre-festival « populaire » des camarades ? il consiste à substituer François Béranger et Patric (chanteur occitan) au programme du festival de musique comportant les concerts de Cziffra et Richter ! Autrement dit on passe sans le dire de la lutte contre l'organisation bourgeoise de la diffusion de la culture à la suppression pure et simple de cette tranche de la culture qu'est bel et bien la musique. Qu'on le veuille ou non, tout se passe ici comme si l'on considérait que Cziffra/Liszt et Richter/Beethoven d'un côté étaient au service ou même représentants de la classe bourgeoise en opposition à Béranger et Patric porteurs des espoirs et représentatifs des luttes du prolétariat. Et non ! Ce ne sera pas ainsi que nous n'aurons pas suivi le chemin de la commission culturelle du comité central du Parti communiste chinois laquelle avait superbement décrété en 1956 que les véritables communistes n'écouteraient plus ni Beethoven ni Debussy, le premier parce qu'il avait consacré sa vie à servir l'aristocratie, le second parce qu'il avait tenté de masquer la révolution sociale par une révolution technique... pianistique ! Et comme pour écouter de la musique, il faut des interprètes, des instrumentistes... Alors même si l'on est contre le vedettariat

— autre problème — l'on ne chasse pas ainsi Cziffra ni Richter. Ceci était la première idée fautive : laisser la musique à la bourgeoisie ; merci bien ! La seconde consiste, après avoir « arraché le spectacle au parterre des notables » (les camarades n'arrachent rien à personne, ils suppriment et remplacent), à vouloir à toute force « le lier étroitement aux problèmes, aux luttes des travailleurs, des paysans de la région... Ou bien il s'agit de « donner la parole aux gens de la région » mais il n'y a même pas de solution miracle pour qu'ils la prennent. Et ça n'a rien à voir avec le « spectacle » du « festival » (Richter ou Béranger) : c'est du militantisme, tout simplement, et c'est très bien. Comme d'ailleurs les débats sur l'armée et les luttes des femmes que les camarades proposent dans le cadre — alléchant — de leur « festival ». Ou bien l'on parle de spectacle — populaire ou pas — et alors dans 98 % des cas, les « travailleurs » n'auront que très peu l'occasion de prendre la parole et de s'exprimer.

Ne confondons pas le public bourgeois et la culture qu'il est encore trop souvent seul à goûter. Ne croyons surtout pas qu'est bon révolutionnaire celui qui tout spectacle doit être « lié aux problèmes et aux luttes des travailleurs » : Jdanov, le « réalisme socialiste » soviétique et ses toiles peintes représentant les faces épanouies des ouvriers soviétiques enchantés de « construire le socialisme » pendant les procès de Moscou, et plus près de nous, les saynettes primitives et grotesques du théâtre chinois de la révolution « culturelle », ça devrait représenter quelque chose pour des trotskystes. Il faut (re)lire « Littérature et Révolution » (Léon Trotsky. 10/18). Ce n'est pas pour rien qu'il termine l'un des chapitres de ce livre en affirmant que « le prolétariat ne cessera d'être le prolétariat que lorsqu'il aura assimilé Goethe, Shakespeare et Beethoven ». Et Beethoven, camarades ! Ne l'enlevez pas de votre programme, car nous le maintenons dans le nôtre !

Jean-François GODCHAU

Cette  
semaine

# DANS L'OBJECTIF



des films

## LE JARDIN DES DELICES

Le plus grand — certains disent : le seul — cinéaste espagnol d'aujourd'hui est Carlos Saura. Peu à peu sortent en France les films raffinés et douloureux qu'il tourne parfois difficilement, utilisant au maximum les ressources que lui procure sa réputation, employant l'allusion, la litote, le symbole, pour parler de cette société bourgeoise pourrie qui règne en Espagne. Dans LA CAZA (La Chasse), il réussissait, avec quatre personnages en plein air, à restituer tout le climat de la guerre civile dans une partie de chasse où la violence se déchaînait peu à peu ; dans ANNE ET LES LOUPS, il retrouvait les couleurs fortes d'un cinéma d'épouvante pour nous faire frémir devant le destin d'une petite institutrice égarée au milieu d'une famille hantée de souvenirs. Dans LE JARDIN DES DELICES — tourné voici quatre ans déjà, retardé par la censure espagnole — il utilise plus volontiers, pour sa satire poétique, le ricanement et de nombreux passages du film sont franchement hilarants. Le thème en est simple : dans cette grande famille bourgeoise espagnole, le chef de famille a eu une attaque et a perdu la mémoire, et c'est le seul qui connaisse le numéro du compte en Suisse ainsi que des tas de détails sur la grande industrie qu'il dirige. La famille s'efforce, pour lui rendre la mémoire, de lui faire jouer, en un psychodrame collectif permanent, des scènes de son enfance ou de sa jeunesse (où il prend part évidemment, dans son rôle d'enfant, comme l'adulte chauve qu'il est). A cela se mêlent des souvenirs qui affluent dans sa tête. Le mélange du présent, du passé « reconstitué », des souvenirs qui affluent est dosé magistralement, et d'une lisibilité parfaite ; il ressort de ce triple jeu de miroir et des éléments insolites qu'il suscite une poésie très forte, comparable à celle que sut trouver Altman dans IMAGES ou Bergman dans LES FRAISES SAUVAGES. Car pour Saura, le protagoniste du film a beau être un parfait salaud, ce n'est jamais qu'une marionnette : c'est un homme qui souffre, et

ils réussit, sans nous attendre, à nous intéresser à la lutte de cet homme, aux progrès relatifs de son esprit, à son désir naissant de libération. Saura s'est toujours proclamé le disciple de Luis Bunuel ; si parfois les œuvres que nous donne aujourd'hui le vieux maître n'ont plus la force ou la virulence de ses années de maturité, il doit pouvoir se dire qu'avec Carlos Saura, la relève est, en tout cas, assurée.

P.L.T.



## YAKUSA

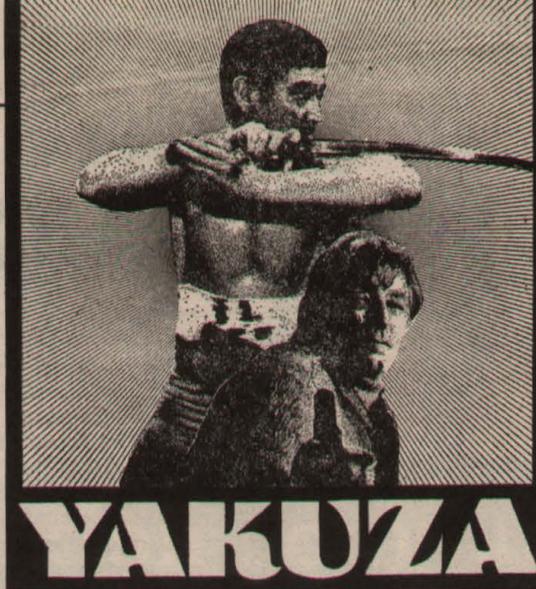
Le nom de Sidney Pollack était bien connu dans le cinéma américain depuis ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX ; toutefois, on pouvait craindre le pire après la déception due à NOS PLUS BELLES ANNEES, ennuyeuse chronique rétro sur un sujet qui aurait dû passionner, la lutte de la gauche américaine contre le maccarthysme. Avec YAKUSA, Sidney Pollack revient en grande forme et nous apporte un film qui s'inscrit tout naturellement dans la meilleure tradition du cinéma U.S. dont il reprend, en le respectant, le filon du « thriller », du film noir, avec autant de maîtrise que les grands noms du genre. On sait que l'intrigue est, en l'espèce, la dernière chose qui compte : résumons en gros celle-là, par quelques lignes. Mitchum qui, dans le passé a vécu au Japon, y revient pour aider un de ses amis américains qui fricote dans la pègre et a des ennuis. Il contacte un de ses amis japonais, retrouve une femme qu'il aime alors, se lance dans un combat douteux dans ce milieu « yakuza » (qui veut dire, plus ou moins, voyou) qu'il connaît un peu. En fait, son ami américain qu'il était venu secourir, se réconcilie vite avec

les truands et ils décident de liquider l'outsider gêneur qui en sait trop ; avec l'aide de son ami japonais, Mitchum réussira à sauver sa vie et repartira du Japon, meurtri.

Le premier charme, le plus évident, du film, est son exotisme réussi : dans la rencontre du Yankee et de l'« âme japonaise », Pollack a réussi ce que le grand Huston avait raté avec LE BARBARE ET LA GEISHA. Les combats au sabre ont le somptueux requis, les tatouages de dragons sont décoratifs, comme il convient, la notion fondamentale au Japon du « giri » (obligation d'une réciprocité à la suite d'un don) est très subtilement expliquée (on trouvait une explication plus détaillée dans le très beau film de Yann Le Masson et Beni Deswarte, KASHIMA PARADISE). Mais au-delà du dépaysement banal, ce sont les racines mêmes du film de Pollack qui séduisent. Tant dans le film noir que dans le western, le cinéma américain d'aventures s'est fait une spécialité des belles histoires d'« amitié virile », qui sont généralement des histoires d'amour camouflées. YAKUSA ne manque pas à la règle — sauf pour l'enrichir. Dans le schéma classique de l'amitié virile, la femme était le trouble-fête : ici elle est le lien. Les rapports entre Mitchum, son ex-maîtresse et son ami japonais constituent un trio amoureux et chaste, où lyrisme et esprit de sacrifice s'affrontent sans arrêt, et qui laisse loin, dans la préciosité stoïque, les raffinemats de la PRINCESSE DE CLEVES.

Autre racine : l'on sait le rôle fondamental de l'idée de l'Indien dans la culture américaine, et un livre récent a pu soutenir, avec beaucoup de cohérence et de pertinence, que dans les œuvres où l'on voit un Américain rencontrer des gens de culture autre, c'était l'Indien qui disparaissait à travers l'étranger — l'exemple le plus frappant étant les républicains espagnols tels que les vit Hemingway dans POUR QUI SONNE LE GLAS. Je ne connais pas le Japon et sans doute ce que nous montre Pollack n'est pas artificiel, à un répondant réel dans la vie japonaise : mais comment ne pas voir, dans ces étrangers hiératiques, laconiques, stoïques, etc. un nouvel avatar de l'éternel Indien culturel ?

P.L.T.



## LA GUERRE DU PETROLE N'AURA PAS LIEU

■ Toute critique doit, d'abord, avouer sa relativité. Dès qu'il s'agit d'une production venue d'un tiers-monde où le cinéma n'est pas encore développé, le critique occidental hésite entre la sévérité (devant un produit non conforme aux produits habituels, français, italiens, américains) ou l'indulgence, voire l'admiration systématique qui, finalement, se teinte aussi bien de paternalisme (« Pour des gens comme ça, n'est-ce pas, c'est déjà très bien... etc. »).

Autre problème, plus difficile à résoudre : l'information. Nous avons devant nous un film marocain, dont le thème est politique. Nous ne savons pas s'il a été projeté dans la nation arabe et, si oui, comment, dans quels pays, avec quel écho... La présence de ce film sur le « marché » français a un sens différent, selon qu'il s'agit d'une retombée ou selon que le film n'est projeté que là.

C'est avec une pleine conscience de cette relativisation — et aussi de notre ignorance — que nous voyons le film de Sahouel Ben Barka. Nous savons que l'auteur a fait ses études cinématographiques à Rome ; nous comprenons, à voir son film, qu'il admire Rosi, et surtout l'Affaire Mattei. Précisons. La guerre du pétrole n'aura pas lieu raconte l'histoire d'un technocrate sincère, dans un pays arabe producteur de pétrole imaginaire. Il essaie d'assurer l'indépendance

de son pays, et échoue, face aux intrigues de la « PREMCO » et aux dilcultés « objectives ».

Les défauts du film sont évidents. De Rosi il n'a retenu que quelques leçons limitées sur la mise en spectacle de problèmes politiques abstraits à travers certains personnages symboles (ce que Rosi n'a réussi qu'avec un seul film, *Main basse sur la ville*) ; par ailleurs, il partage avec son maître un flou idéologique assez dangereux. Au choix, le film de S. Ben Barka peut être une apologie du martyre (le technocrate sincère, le nationaliste) ou, plus mystérieusement, une allusion aux voies autres possibles après le constat d'échec (à la fin, quand le protagoniste est condamné, la clameur populaire sur la bande-son pourrait vaguement suggérer que c'est le peuple qui doit agir après l'échec du technocrate nationaliste).

Il reste possible que, pour le public auquel il paraît d'abord destiné, ce film soit fertile en réflexions politiques diverses ; c'est sans doute selon de telles considérations qu'il fut accueilli par un assez étonnant assentiment de la critique, du *Monde* à l'*Huma* en passant par le *Canard*. Pour le spectateur français qui le voit, pour ainsi dire, en plus, j'ai bien peur que son flou idéologique, allié à ses approximations formelles, n'engendrent qu'une certaine perplexité.

P.L.T.

# POUR LE QUOTIDIEN

Oui, nous avons atteint quasiment les 30 millions d'anciens francs avec un mois d'avance !

Nous nous étions fixés cet objectif — limité pour tenir compte des difficultés d'une souscription pendant les mois d'été — de 30 millions avec une prudence consciente.

Notre modération est bousculée par le succès : aussi nous réajustons les deux prochains objectifs. Pour forcer la marche et démarrer sur les chapeaux de roue, il nous semble que 50 millions d'anciens francs est un objectif raisonnable et nécessaire : cela veut dire 20 millions en un mois, 5 par semaine... alors qu'il en faudrait 9 par semaine jusqu'à la fin de l'année 75 pour atteindre notre objectif final de 200 millions.



SOLDE ANTERIEUR	250990,21
Sympathisants Paris tri-Est	320,00
Diffuseurs Rive de Gier	100,00
Un travailleur Rive de Gier	14,00
Anonyme Rive de Gier	16,08
Diffuseurs St-Etienne	150,00
Diffuseurs Brest	500,00
M.A.Z. Riom	100,00
J.C.Z. Riom	100,00
T.F. Herouville St-Clair	200,00
Librairie Rouge	170,00
Travailleurs Centre expérimental	
Bâtiment St-Rémy (78)	80,00
P.C. Lisieux	500,00
M.F.F. Canada	90,00
Diffuseurs Avignon	800,00
T.T. La Rochelle	50,00
Diffuseurs Nantes	400,00
Librairie Rouge	120,00
X.F. Sympathisant Corbeil	100,00
J.L.C. Sympathisant Corbeil	150,00
F.G. Mulhouse	100,00
M.C. Paris	100,00
V.P. Paris 11	400,00
G.R. Marseille 4	50,00
De la part d'un bidasse	100,00
Anonyme Issoudun	50,00
Diffuseurs Metz	441,00
Travailleur Banques	200,00
J.M.B. Issy-les-Mx	200,00
Diffuseurs Troyes	257,00
Sympathisante Sciences-Eco Angers	200,00
Lycéen Angers	100,00
Sympathisant lycéen	20,00
EDF Angers	50,00
Groupe Taupé Hôpital Angers	50,00
M. et Mme R.O. Paris 16	100,00
L.T. Paris 17	50,00
Ouvrier EDF Bordeaux	50,00
OS métallurgie Bordeaux	50,00
Employé Banque Bordeaux	50,00
Anonyme Toulouse	100,00
Diffuseurs Avignon	520,00
B.P. Economiste Lille	30,00
S.J. enseignant Douai	100,50
N.G. Etudiant Lille	49,50
C.J. Laxou (54)	200,00
J.D. Orléans	150,00
Comité rouge Angoulême	100,00
S.C.-C.R.	100,00
Un cde écologiste Angoulême	10,00
2 Sympathisants Jouy-en-Josas	100,00
M.C. Paris	120,00
A.B. et J.B. Aix-en-Provence	150,00
Un bidasse	100,00
Diffuseurs Rouen	100,00
G.L. Valence	250,00
Diffuseurs Tarbes	20,00
Fonction Publique Chartres	350,00
Collecte marché Houilles	55,00
EDF Chatou	20,00
IMP des AM Nice	220,00
Sympathisant Nice 'qui a vendu des ferrailles	58,00
Diffuseurs Santé Nice	30,00
Diffuseurs Nice	100,00
J.P.G. Nice	50,00
J.R. Nice	100,00
Cheminois St-Pierre des Corps	80,00
Etudiant Tours	30,00
Hôpital Tours	450,00
M.C. Paris 6	100,00
M. et Mme S.R. Mandeur (25)	100,00
Sympathisant Lozère	200,00
R.L. Montreuil	500,00
A.M. Sète	50,00
P.D. Aix	50,00
Librairie Rouge	260,00
T.G. Paris 12	20,00
Librairie rouge	100,00
Groupe Taupé Crédit Lyonnais	110,00
Diffuseurs Auxerre	50,00
Sympathisant Balzac	50,00
R.M. Vezin le Coquet	100,00
Diffuseurs Gagny	290,00
Librairie rouge	180,00
M.J. St-Etienne	200,00
J. de Lyon	500,00
Banques Lyon	200,00
Voyageur Lyon-Paris	75,05
Santé Lyon	100,00

Anonyme Lyon	100,00	Sympathisant Poitiers	100,00
Groupe d'Action communiste Evron (53)	150,00	Diffuseurs Poitiers	1050,00
Cheminois Gare du Nord	100,00	Y.L.L. Brest	100,00
R.F. Pontarlier	10,00	Diffuseurs Rouen	50,00
Sympathisante N.V. Dijon	50,00	L.G. Brunoy	10,00
M.C. St-Lizier (09)	13,00	Librairie rouge	180,00
Diffuseurs Tarbes	500,00	C.T. étudiant Carcassonne	50,00
Groupe Taupé SNCF Région Paris est	500,00	J.P.P. ouvrier-maçon Limoux	50,00
Standartiste Chelles	50,00	C.R. lycéen Carcassonne	141,30
Diffuseurs Chelles	100,00	S. enseignante Carcassonne	20,00
S.G. Paris	50,00	Pitié-Salpêtrière	100,00
Groupe Taupé PTT-94	545,00	T. et H.B. Marseille 13	100,00
Groupe Taupé hôpital Creteil	150,00	T.G. Nice	50,00
Diffuseurs Créteil	370,00	J.P.B. Charleville-Mezieres	100,00
Diffuseurs Rouen	1020,00	2 Sympathisants Toulouse	50,00
Lycée Condorcet	290,00	Ecole de formation Région Paris	94,25
PTT Paris 9	120,00	F.Z. artiste-peintre	250,00
BNP Paris 9	50,00	B.D. Chalons/Saône	70,00
Groupe Taupé Assurances 9	250,00	Diffuseurs Dijon	235,00
G.B. Le Trait	50,00	Diffuseurs Dôle	150,00
J.M.C. Paris 13	50,00	Militant PSU Auxonne (21)	50,00
Diffuseurs Tolbiac	1680,00	D. Mulhouse	30,00
Comité rouge Limoges	150,00	C. Mulhouse	20,00
R.S. Margevols (48)	100,00	G. Mulhouse	50,00
P.C. Fleury-les-Aubrais	100,00	J.M. Mulhouse	70,00
J.J.D. Caen	20,00	Sympathisants Mulhouse	40,00
Sympathisant étudiant Caen	30,00	Petites banques	100,00
M.J. Joue les Tours	80,00	S.T. St-Brice (95)	30,00
O. employé Bordeaux	15,00	Groupe Taupé Crédit Lyonnais	150,00
O. employée Bordeaux	120,00	J.M.P. Bordeaux	20,00
Diffuseurs Bordeaux	76,50	R. de M. Orsay	100,00
M.G. Bordeaux	40,00	B.R. Nice	100,00
Sympathisant aero Bordeaux	100,00	Enseignante Agen	20,00
Travailleurs Poudrerie Bordeaux	48,00	Dr P. Agen	100,00
Enseignante Bordeaux	250,00	J.R.M. Agen	200,00
D. Ouvrier Chômeur Bordeaux	100,00	Groupe Taupé Funel	50,00
Lycéens Bordeaux	100,00	J.L.R. Mayet (72)	100,00
Etudiants Bordeaux	20,00	P.D. Mitry-Mory	200,00
Métallurgie Raymond Boutons Grenoble	75,00	Librairie rouge	520,00
Anonyme Grenoble	40,00	Groupe Taupé BNP	100,00
Sympathisants Chimie Grenoble	180,00	PTT bureaux Paris 14	551,00
Anonyme Condé/Noireau	50,00	Diffuseurs Paris 15	600,00
Délégué CFDT Condé/Noireau	40,00	Sympathisant St-Ouen	50,00
Travailleur Condé/Noireau	110,00	Diffuseurs Paris 15	890,00
Diffuseurs Nancy	150,00	Beaux-Arts	16,00
Diffuseurs Strasbourg	1050,00		
C.T. Nancy	50,00	TOTAL	281346,31
Sécurité sociale Paris 19	110,00		
G.L. Reims	200,00	Camarades de Berlin	1000 D.M.
C.G. Aubervilliers	60,00		

50 MILLIONS / SEPTEMBRE  
120 MILLIONS ? OCTOBRE